



Elodie Simon

Rachid Laaraj

Maïmouna Traoré

Yannick Pannacci

Sadathe Neize

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier Peer De Jong, Ram Divedi et Nicolas Michelin qui nous ont accordé des entretiens et répondu à nos questions, nous permettant ainsi de préciser et mettre en perspective nos recherches.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
PARTIE 1 : UN ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE FRAGILE	6
I) Les relations anciennes entre Pékin et ses voisins de la Mer de Chine Méridionale	6
1) L'histoire de la Chine est jalonnée d'épisodes d'émigration	6
a) Une migration très ancienne centrée sur l'Asie	6
b) La vague d'émigration consécutive à la victoire des communistes en 1949	6
c) Une émigration sévèrement réprimée au cours des années 60 et 70	7
d) Une reprise du flux migratoire depuis 1979	7
2) Une diaspora fortement concentrée en Asie du Sud-Est	8
3) Une diaspora au poids économique disproportionné	9
a) L'économie thaïlandaise totalement tenue par les "Thaïs-chinois"	9
b) Une économie malaisienne largement dominée par l'ethnie chinoise	10
c) Une forte présence économique aux Philippines	10
d) Un système financier indonésien tenu par la diaspora	11
e) Une diaspora économiquement forte au Vietnam	11
II) Une Mer de Chine Méridionale au centre d'enjeux économiques majeurs	12
1) Des conflits territoriaux d'importance avec la Chine	12
a) Une zone composée principalement d'îles inhabitées	12
b) Une zone vivement contestée depuis 1947	13
c) Un enchevêtrement de revendications difficilement conciliables	13
2) La Mer de Chine Méridionale : une zone d'intérêt vitale pour la Chine	14
a) Des ressources halieutiques importantes	14
b) Des réserves d'hydrocarbures non exploitées	15
c) Une route maritime vitale pour la Chine	15
3) Les pays du sud-est asiatique jouent un rôle clé pour Pékin	15
a) Des échanges économiques intenses entre la Chine et ces pays	15
b) La nouvelle posture internationale de la Chine	17
PARTIE 2 : DE FORTES CONTRADICTIONS	20
I) Idéologie communiste versus capitalisme	20
1) Des postures idéologiques antagonistes	20
2) Un système économique chinois perçu comme dévoyé	21
II) Des conceptions des libertés publiques radicalement opposées	21
1) Une liberté de mouvement sous contrôle	21
2) Une liberté de culte de plus en plus malmenée	23
III) Une diaspora loin d'être inféodée à Pékin	24
1) La stratégie d'influence menée par Pékin via UFDV	24
2) Des opérations d'influence aux résultats mitigés	26
IV) Une stratégie militaire des pays de l'ASEAN tournée vers les Etats-Unis	27
V) Un interventionnisme marqué de Pékin malgré une posture de non-ingérence	28
PARTIE 3 : XI JINPING POUSSE CES CONTRADICTIONS À LEUR PAROXYSME	31
I) Un durcissement de la politique économique et militaire de la Chine	31
1) Une position de la Chine de plus en plus radicale	31
a) Une participation très limitée aux tentatives de règlement pilotées au niveau international	31
b) Une stratégie assumée du « fait accompli »	32
c) Une Chine auto-proclamée gendarme de la région	32
d) Une présence militaire ultra-renforcée	33
2) Des voisins à fleur de peau mais désunis	34
a) Position du plaignant revendicatif : le Vietnam	35
b) Position du plaignant passif : Les Philippines	35

c)	L'électron libre Taïwanais ?	36
II)	La position ambivalente des Etats-Unis	36
1)	Une implantation militaire historique	36
2)	Une posture offensive qui masque une perte de leadership au profit de la Chine	39
a)	Des opérations militaires à la portée de plus en plus symbolique.....	39
b)	Un discours diplomatique offensif mais stérile.....	39
c)	Des médias qui soufflent le chaud et le froid.....	39
	PARTIE 4	41
	AU-DELÀ DES CONTRADICTIONS, UN RÉALISME ÉCONOMIQUE CULTUREL.....	41
I)	L'économie en priorité absolue.....	42
II)	Le " <i>Fight-club</i> " asiatique	43
1)	Un conflit scénarisé par l'ensemble des parties.....	43
2)	Une mesure caractéristique de l'Asie.....	45
	CONCLUSION	46

INTRODUCTION

La relation complexe liant Pékin et aux pays du Sud-Est asiatique se caractérise notamment par des contradictions marquées en particulier au niveau idéologique, sociétal et militaire. La Chine promeut en effet un communisme pragmatique et offensif qui lui est tout à fait propre là où les pays du sud-est asiatique (le Vietnam mis à part) ont embrassé une économie de marché libérale assez occidentalisée. Les libertés publiques, notamment la protection de la vie privée et la liberté de culte, sont abordées de manières radicalement opposées. D'un point de vue militaire, les approches retenues sont également aux antipodes avec une Chine qui se suffit à elle-même et qui mène de front de multiples conflits territoriaux avec ses plus proches voisins et des pays de l'ASEAN qui ont historiquement fait le pari de se réfugier sous un parapluie américain qui n'offre aujourd'hui plus du tous les mêmes garanties. Ce bouleversement des forces en présence se déroule à un moment où les tensions autour de la Mer de Chine Méridionale n'ont apparemment jamais été aussi fortes et dans un contexte d'ultra-militarisation de la région.

A cela vient se greffer des opérations d'influence menées par la Chine visant à capitaliser sur son imposante diaspora afin de promouvoir sa conception du monde dans tous les pays où cette diaspora est présente. Les Etats-Unis ne sont pas en reste, adoptant un discours alarmiste au sujet de la Chine et tentant de mobiliser les pays de la zone contre la Chine.

Ces contradictions entre Pékin et les pays du sud-est asiatique viennent s'ajouter à des contradictions internes à la Chine qui apparaissent aujourd'hui de manière évidente. Le pays est ainsi le plus gros pollueur de la planète mais se présente tout de même comme le fer de lance des énergies renouvelables, il prône une idéologie communiste mais accueille pourtant de multiples milliardaires au sein des instances dirigeantes du Parti Communiste Chinois (PCC)...

La cohabitation de contradictions fortes n'est pour autant pas le propre de la Chine, on retrouve cette particularité partout en Asie, celle-ci trouve d'ailleurs en partie ses origines dans les fondements même de la philosophie chinoise du Yin et du Yang qui permet d'apprécier une dualité par le prisme de l'opposition qui la caractérise mais également par les synergies qui en découlent. Cette philosophie est assez difficile à assimiler pour un esprit occidental formaté par une vision du contradictoire qui ne laisse que peu de place au compromis. Nos schémas de réflexion, notamment l'approche Thèse - Antithèse - Synthèse s'avère de manière assez évidente totalement incompatible avec les principes du Yin et du Yang édictés plus haut.

Pour autant, même au sein d'une société asiatique dont les contradictions font partie intégrante de l'identité, celles qui opposent aujourd'hui Pékin et les pays entourant la Mer de Chine Méridionale ont atteint un niveau jamais enregistré auparavant. Cette situation est un des effets majeurs de la politique de "Profil Haut" mis en place par Xi Jinping depuis 2012, conscient de l'évolution du rapport de force à son avantage, ce dernier adopte une position très offensive vis-à-vis de ses voisins. Cette posture a par ailleurs été grandement alimentée par le "redéploiement" militaire et économique progressif des Etats-Unis dans cette région - perçu par beaucoup comme un désengagement partiel - consécutive à l'arrivée de Trump au pouvoir et la promotion du "America First".

Devant cette offensive de la Chine dans la région et un retrait apparent des américains, la posture des pays du Sud-Est asiatique semble compromise au point où certains observateurs pointent le risque que ces pays deviennent à terme des "petites Chine".

PARTIE 1

UN ENVIRONNEMENT GEOPOLITIQUE FRAGILE

Les pays étudiés : Thaïlande, Malaisie, Vietnam, Indonésie et les Philippines.

Le cas de Taïwan étant très spécifique du fait des revendications territoriales de la Chine concernant cet État, nous ne l'avons pas intégré dans notre analyse. Au-delà de la proximité géographique avec le voisin chinois, les pays listés ci-dessus partagent également la particularité d'abriter une diaspora chinoise importante mais minoritaire remontant au début du 20^{ème} siècle voire bien avant et beaucoup plus assimilée à la population que dans d'autres régions du monde.

Le choix de retenir ces pays est également justifié par le fait qu'ils présentent les caractéristiques communes suivantes :

- Une diaspora chinoise implantée de longue date ;
- Un poids économique important de cette diaspora ;
- Des tensions territoriales fortes avec la Chine en Mer de Chine Méridionale.

I) Les relations anciennes entre Pékin et ses voisins de la Mer de Chine Méridionale

Par définition, on entend par diaspora la dispersion d'une communauté par émigration. La diaspora chinoise, qui est l'une des plus dynamiques et plus anciennes au monde, s'est progressivement implantée dans plusieurs régions plus ou moins éloignées de la Chine. Elle a donné naissance à un véritable système organisé de relations et de flux qui participe aujourd'hui pleinement au renforcement de la puissance chinoise, à toutes les échelles et dans tous les domaines.

1) L'histoire de la Chine est jalonnée d'épisodes d'émigration

a) Une migration très ancienne centrée sur l'Asie

Avant la création de la République Populaire de Chine en 1949, l'émigration chinoise, vieille de plusieurs millénaires, restait circonscrite à l'Asie. Dès le III^e siècle avant J.-C., des chinois s'infiltraient dans le nord de l'Indochine et, au cours du I^{er} siècle, certains atteignaient des régions encore plus au sud. Par la suite, les relations se firent plus intenses et à partir du 14^{ème} siècle, à la faveur des expéditions maritimes et commerciales, des chinois émigrèrent dans les pays voisins, en premier lieu au Cambodge, aux Philippines mais également à Malacca (aujourd'hui une région de la Malaisie). Taïwan a également été une terre d'accueil, des chinois fuyant les troubles émaillant le sud de la Chine à l'époque. Cette émigration basée sur le commerce avait la particularité de s'accompagner d'une assimilation rapide à la population locale représentée par des mariages avec les femmes indigènes et des conversions religieuses.

Le XIX^{ème} siècle marque sans conteste une accélération de l'émigration chinoise du fait d'une pression démographique de plus en plus forte et d'une misère paysanne très marquée. Ce phénomène est de surcroît amplifié par des causes exogènes, d'une part les multiples agressions étrangères que subit la Chine à l'époque et d'autre part le « pillage » d'une partie de ses forces vives par des colonies européennes cherchant à accroître leur expansion coloniale tout en palliant l'abolition progressive de l'esclavage. Ce système organisé d'importation de travailleurs engagés sous contrat, appelé « *coolie trade* », alimenta les colonies européennes d'Asie, les îles sucrières de l'Océan indien ainsi que les plantations et mines d'Amérique latine durant toute la première moitié du XIX^e siècle.

b) La vague d'émigration consécutive à la victoire des communistes en 1949

L'instauration en 1949 de la République Populaire de Chine consécutive à la victoire du parti communiste de Mao Zedong sur le parti nationaliste marque un véritable tournant dans l'histoire de l'émigration chinoise. Alors que l'émigration était jusque-là justifiée par des raisons quasi-exclusivement économiques, l'arrivée d'un Mao Zedong à la posture idéologique radicale va créer une émigration politique. Le premier et plus célèbre de ces "émigrés politiques" (que l'on pourrait d'ailleurs qualifier de réfugié politique) n'est

autre que le leader de Kuomintang : Chiang Kai-Chek². Ce dernier décida en effet au lendemain de la victoire de Mao de transférer l'intégralité du Kuomintang à Taïwan.

Une grande partie des nationalistes suivra alors le mouvement vers Taiwan mais également vers Macao et Hong-Kong, territoires non contrôlés à l'époque par les chinois du parti communistes. Cet appel d'air consécutif à la création de la République Populaire de Chine aura des conséquences majeures sur la région, façonnant une frange de la diaspora à la posture idéologique en totale opposition avec le PCC.

c) Une émigration sévèrement réprimée au cours des années 60 et 70

Les années 60/70 sont marquées par une position très dure du parti communiste au pouvoir sur la question de l'émigration : le franchissement de la frontière est alors considéré comme un acte idéologique et le migrant considéré comme un traître à la cause. Les départs clandestins se multiplient alors vers les pays du sud-est asiatique, Hong-Kong en particulier. Ce durcissement de la position du parti coïncide par ailleurs avec deux périodes sombres de l'histoire de la Chine : le Grand Bond en avant³ et la Révolution Culturelle. Expression représentant la politique volontariste impulsée par Mao dans le but d'engager des réformes de fond et accélérer le développement du pays, le Grand Bond en Avant aura surtout été un échec retentissant à l'origine d'une terrible famine et de millions de morts⁴. La Révolution Culturelle, là encore initiée par Mao, dans le but cette fois-ci de purger le parti communiste de ses éléments perçus comme étant inféodés au capitalisme, Deng Xiaoping en tête, débouchera sur des exactions en masse. Entre 1958 et 1976, le pays traverse donc une période noire, marquée par des performances économiques désastreuses, une instabilité politique chronique et un état de quasi-guerre civile. Cette période est donc marquée par une émigration moins importante en nombre mais composée de chinois au niveau social plus élevé et perçus comme dissidents, particulièrement pendant la Révolution Culturelle (1966-1976), où tout individu cherchant à sortir du territoire devenait un suspect politique.

d) Une reprise du flux migratoire depuis 1979

Le retour aux affaires de Deng Xiaoping lors du 11^{ème} Politburo du PCC en 1977 permet à la Chine de prendre un virage idéologique majeur en mettant en place des réformes d'inspiration libérale. Ce phénomène s'accompagne d'une ouverture du pays à l'international, le fait le plus emblématique étant l'instauration officielle de relations diplomatiques entre la République Populaire de Chine et les Etats-Unis le 1^{er} janvier 1979 alors même que le correspondant officiel de ces derniers était jusqu'alors la "République de Chine" dont le gouvernement était exilé à Taïwan depuis 1949.

Cette posture d'ouverture adoptée par la Chine ainsi que la libéralisation progressive de son économie, fait alors évoluer l'image de Pékin à l'international, le pays est alors vu comme un atout dans le cadre de la compétition économique internationale. Avec sa main-d'œuvre pléthorique et bon marché, la Chine est perçue comme la future usine du monde, ce qu'elle deviendra très rapidement. Naturellement, les conditions d'obtention d'un passeport s'assouplissent pour l'ensemble de la population et ce, dès 1986⁵. Cette période permet d'apprécier une nouvelle facette de l'émigration chinoise, représentée par des entrepreneurs, des cadres et des techniciens qualifiés. Pour autant, l'émigration « subie » subsiste, notamment des étudiants « dissidents » à l'issue des événements de la Place Tiananmen⁶ de juin 1989.

² PHILIPPE CHEVALÉRIAS, ÉVELYNE COHEN, JEAN DELVERT, FRANÇOIS GODEMENT, ADRIEN GOMBEAUD, FRANCK MUYARD, ANGEL PINO, PIERRE SIGWALT, CHARLES TESSON, TAÏWAN (FORMOSE), www.universalis.fr, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/taiwan-t-ai-wan/4-la-republique-de-chine/>

³ KARA ISKANDAR, Le grand bond en avant (Chine 1958), Histoire pour tous, 25/03/2020, <https://www.histoire-pour-tous.fr/dossiers/2681-chine-le-qgrand-bond-en-avantq-mai-1958.html>

⁴ JACQUES DE SAINT VICTOR, Les horreurs de Mao, LE FIGARO, 12/09/2012, <https://www.lefigaro.fr/livres/2012/09/12/03005-20120912ARTFIG00515-les-horreurs-de-mao.php>

⁵ SYLVIE MAZELLA, Sociologie des migrations : « Que sais-je ? » n° 3994, Que sais-je. 1re édition : avril 2014, 2e édition mise à jour : Novembre 2016

⁶ DOMINIQUE ANDRÉ, Tiananmen : pourquoi le printemps de Pékin a échoué, www.franceculture.fr, 02/06/2019, <https://www.franceculture.fr/histoire/tiananmen-pourquoi-le-printemps-de-pek-in-a-echoue>

Il est intéressant de noter que l'émigration constatée au cours de cette période se dirige vers des zones géographiques plus reculées, notamment vers les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et certains pays d'Europe.

Les années 2000 constituent une période d'emballlement économique sans précédent pour la Chine ce qui valide au sein de l'appareil chinois la stratégie d'ouverture entamée 20 ans plus tôt. La liberté de circulation des chinois est devenue un acquis social que Pékin n'a alors nullement l'intention de remettre en question⁷.

La Chine de 2021 n'a aujourd'hui plus rien à voir avec le pays exsangue des années 60. Seconde économie de la planète derrière les Etats-Unis, le pays a tous les atouts de la superpuissance et se projette sur les 5 continents. L'émigration demeure mais à un rythme moindre et vers des zones géographiques plus reculées telles que l'Afrique, en lien direct avec les investissements massifs réalisés par le pays dans la région afin de sécuriser son accès aux matières premières.

2) Une diaspora fortement concentrée en Asie du Sud-Est

Il est très difficile de procéder à une estimation de la diaspora chinoise dans le monde car certains de ses membres sont issus de familles ayant quitté la Chine depuis parfois plusieurs siècles. La volonté très forte d'assimilation à la population locale affichée par cette diaspora fait que ces chinois exilés ont bien souvent modifié leur patronyme afin de coller aux consonances locales, c'est notamment le cas en Malaisie, en Indonésie et en Thaïlande. Il est toutefois communément admis que la diaspora chinoise atteint environ 40 millions de personnes dans le monde.

Cette diaspora est présente dans le monde entier mais l'Asie du Sud-Est réunit tout de même la très grande majorité de cette diaspora. Le monde occidental au sens large (Europe, Etats-Unis, Canada et Australie) n'en accueille qu'une part modeste (6 à 7 millions) mais constitue l'une des principales destinations depuis les années 1980, notamment grâce aux centaines de milliers d'étudiants chinois⁸ scolarisés dans les écoles et universités occidentales. Le reste de la diaspora est établi en Amérique latine, dans l'ex-URSS, ainsi qu'en Afrique, qui constitue depuis peu une destination migratoire pour les Chinois.

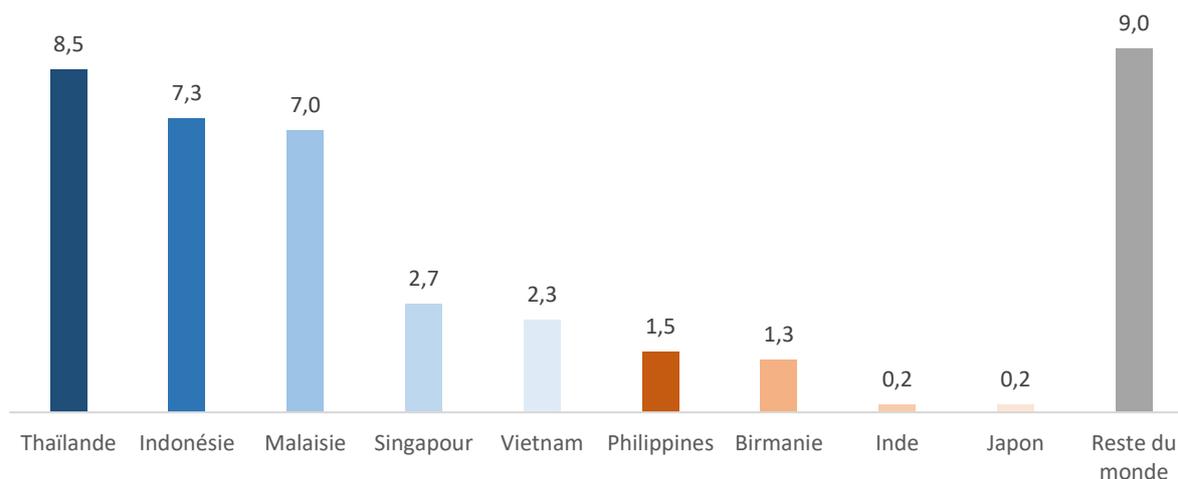
Le graphique⁹ ci-après présente les 10 pays du monde où la diaspora chinoise est la plus importante en nombre (données datant de 2006).

Graphique : Diaspora chinoise dans le monde (en millions)

⁷ PAULINE ROUILLON, LA CHINE D'OUTRE-MER : UNE DIASPORA D'INFLUENCE ?, Cargo Marine 2014- N°4, CESM et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, <http://www.cesm.fr/images/Cargo/2014/CARGO2014-4-Diaspora-chinoise.pdf>

⁸ CLAUDE FOUQUET, La Chine reste le premier exportateur d'étudiants à l'étranger, Les Echos, 13/12/2016, <https://www.lesechos.fr/2016/12/la-chine-reste-le-premier-exportateur-detudiants-a-letranger-224564>

⁹ Overseas Chinese, www.newworldencyclopedia.org, https://www.newworldencyclopedia.org/entry/Overseas_Chinese#Statistics



Source : *New World Encyclopedia*¹⁰

Malgré une émigration plus diffuse au cours des dernières décennies, on constate donc que trois-quarts des membres de la diaspora chinoise, soit 30 millions de personnes, résident dans 6 pays : la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, le Vietnam et les Philippines. La diaspora chinoise s'étant principalement constituée par une émigration économique et commerciale, il n'est par conséquent pas étonnant de retrouver les pays entourant la principale route commerciale de la Chine, passant par la Mer de Chine Méridionale et débouchant sur le détroit de Malacca.

3) Une diaspora au poids économique disproportionné

La diaspora chinoise est minoritaire dans tous les pays où elles se trouvent à l'exception notable de Singapour où 75% de la population est chinoise et de Taïwan pour des raisons évidentes. Pour autant, on remarque que dans la quasi-totalité des pays et notamment en Asie du Sud-Est, le poids économique de cette diaspora est largement supérieur à la part qu'elle représente dans la population.

a) L'économie thaïlandaise totalement tenue par les "Thaïs-chinois"

La situation est particulièrement vraie en Thaïlande où tous les secteurs majeurs de l'économie sont contrôlés par des Tycoon dont les ancêtres ont émigré de Chine. Le classement Forbes des plus grandes fortunes est à cet égard très révélateur, 4 des 5 thaïlandais les plus riches¹¹ sont membres de la diaspora chinoise.

Tableau : Classement Forbes des 5 plus grandes fortunes de Thaïlande

Nom	Fortune (milliards de \$)	Membre de la diaspora
Frères Chearavanont	27,3	✓
Chalerm Yoovidhya	20,2	✓
Charoen Sirivadhanabhakdi	10,5	✓
Famille Chirathivat	9,5	✓
Sarath Ratanavadi	6,8	✗

A titre d'illustration, la famille la plus riche du pays, les Chearavanonts, propriétaire du conglomérat Charoen Pokphand (CP) est le membre le plus en vue de la diaspora chinoise locale. Le fondateur du

¹⁰ https://www.newworldencyclopedia.org/entry/Overseas_Chinese

groupe, Chia Ek Chor¹¹, a posé ses valises en Thaïlande en 1919, fuyant la misère de son village du sud de la Chine ravagé par un typhon. Il créa une petite échoppe vendant des graines importées de la région chinoise du Guangdong dont il était originaire. Un siècle plus tard, son fils, Dhanin Chearavanont, dirige un conglomérat réalisant un chiffre d'affaires de 63 milliards de dollars, comptant 280 000 salariés et opérant dans des domaines aussi variés que l'agriculture, les télécoms, la finance, l'immobilier et la pharmacie. Le fondateur du groupe avait un lien fort avec la Chine et souhaitait conserver des relations étroites avec la mère patrie. Fait assez révélateur, les noms de ses 4 fils prononcés en mandarin (Zhengmin, Daimin, Zhongmin et Guomin) signifient "Fair, Great China". Les liens originels entre Charoen Pokphand et la Chine n'ont jamais cessé d'exister, aujourd'hui encore 40% du chiffre d'affaires du groupe est généré via les centaines d'usines chinoises de production d'aliments pour animaux. Charoen Pokphand est globalement perçu en Thaïlande comme le partenaire privilégié¹² de Pékin notamment pour l'implémentation des Nouvelles Routes de la Soie dans la région.

Il ne faut pour autant pas se méprendre, les relations tissées par les grandes fortunes thaïlandaises en Chine demeurent, avant toute chose, justifiées par des raisons économiques : outil industriel performant, accès au marché chinois, faible coût de la main-d'œuvre... Le seul fait que ces familles soient d'origine chinoise n'aurait pas justifier ces investissements. Sur ce point, la diaspora chinoise en Thaïlande mais également dans les autres pays donnant sur la Mer de Chine Méridionale font preuve d'un pragmatisme fort.

b) Une économie malaisienne largement dominée par l'ethnie chinoise

La Malaisie ne compte que 25% de chinois mais ces derniers pèsent très lourd au niveau économique : ils génèrent 60% du PIB national, contribuent à hauteur de 90% de l'impôt sur le revenu collecté et possèdent 70% de l'immobilier commercial¹³. Le classement Forbes des grandes fortunes reflète cette domination en intégrant 4 ressortissants de la diaspora chinoise¹⁴ parmi les 5 malaisiens les plus riches.

Tableau : Classement Forbes des 5 plus grandes fortunes de Malaisie

Nom	Fortune (milliards de \$)	Membre de la diaspora
Robert Kuok	11,5	✓
Quek Leng Chan	9,7	✓
Ananda Krishnan	5,9	✗
Chen Lip Keong	5,3	✓
Teh Hong Piow	4,9	✓

c) Une forte présence économique aux Philippines

La diaspora chinoise ne représente que 2% de la population, néanmoins, en 2003, les actifs chinois contrôlaient 68% du chiffre d'affaires¹⁵ des 250 plus grandes sociétés des Philippines. Le secteur financier est également tenu par la diaspora : 13 banques sont détenues par celles-ci.

¹¹ South-East Asian tycoons' high-wire act, The Economist, 28/05/020,

<https://www.economist.com/business/2020/05/28/south-east-asian-tycoons-high-wire-act>,

¹² The Chearavanonts, Thailand's richest family, are getting richer helping China, Bloomberg, 24/04/2019, <https://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/3007402/chearavanonts-thailands-richest-family-are-getting-richer>

¹³ Why is Malaysia's Chinese Population Leaving in Doves? The McGill international review, 9/02/2018 <https://www.mironline.ca/malaysias-chinese-population-leaving-doves/>

¹⁴ Malaysia's 50 Richest, Forbes, <https://www.forbes.com/malaysia-billionaires/list/#tab:overall>

¹⁵ PAULINE ROUILLON, LA CHINE D'OUTRE-MER : UNE DIASPORA D'INFLUENCE ?, Cargo Marine 2014- N°4, CESM et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, <http://www.cesm.fr/images/Cargo/2014/CARGO2014-4-Diaspora-chinoise.pdf>

Le président Duterte en optant pour une politique plutôt pro-Pékin, a contribué à un accroissement des investissements chinois aux Philippines, notamment dans le cadre des projets d'infrastructures financés par la Chine (Nouvelles Routes de la Soie).

Le classement Forbes¹⁶ des 5 plus grandes fortunes aux Philippines intègre 2 membres de la diaspora chinoise.

Tableau : Classement Forbes des 5 plus grandes fortunes aux Philippines

Nom	Fortune (milliards de \$)	Membre de la diaspora
Sy Siblings	17,2	✓
Manuel Villar	6,6	✗
John Gokongwei Jr.	5,3	✓
Enrique Razon Jr.	5,1	✗
Jaime Zobel de Ayala	3,7	✗

d) Un système financier indonésien tenu par la diaspora

Le poids financier de la diaspora chinoise est important avec 73% de la capitalisation boursière et plus de 100 banques détenues¹⁷ partiellement ou totalement par celle-ci. Le classement Forbes¹⁸ des 5 plus grandes fortunes indonésiennes intègre 4 membres de la diaspora chinoise.

Tableau : Classement Forbes des 5 plus grandes fortunes d'Indonésie

Nom	Fortune (milliards de \$)	Membre de la diaspora
R. Budi & Michael Hartono	37,3	✓
Famille Widjaja	9,6	✓
Prajogo Pangestu	7,6	✓
Susilo Wonowidjojo	6,6	✓
Sri Prakash Lohia	5,6	✗

e) Une diaspora économiquement forte au Vietnam

Le Vietnam présente la particularité d'accueillir une diaspora chinoise très ancienne et assez difficile à identifier car ses membres ont très majoritairement opté pour des prénoms et noms de famille à consonance vietnamienne. De ce fait, le poids économique de la diaspora dans l'économie du Vietnam est rendu quasi impossible à estimer. Néanmoins, tous les spécialistes s'accordent à dire que ce poids est très important notamment dans les secteurs clés de l'économie et ce, malgré l'exode constaté après la guerre du Vietnam.

Tableau : Classement Forbes des 2 plus grandes fortunes du Vietnam¹⁹

Nom	Fortune (milliards de \$)	Membre de la diaspora
Nguyen Thi Phuong Thao	2,1	✗

¹⁶ Philippines' 50 richest, Forbes, <https://www.forbes.com/philippines-billionaires/list/>

¹⁷ EMMANUEL MA MUNG, La diaspora chinoise. Géographie d'une migration, 2000, Mozere Liane, Année 2001 91 pp. 164-165, https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_2001_num_91_1_2446_t1_0164_0000_1

¹⁸ Indonesia's 50 richest, Forbes, <https://www.forbes.com/indonesia-billionaires/list/>

¹⁹ Vietnam's richest, Forbes, <https://www.forbes.com/billionaires/>

II) Une Mer de Chine Méridionale au centre d'enjeux économiques majeurs

1) Des conflits territoriaux d'importance avec la Chine

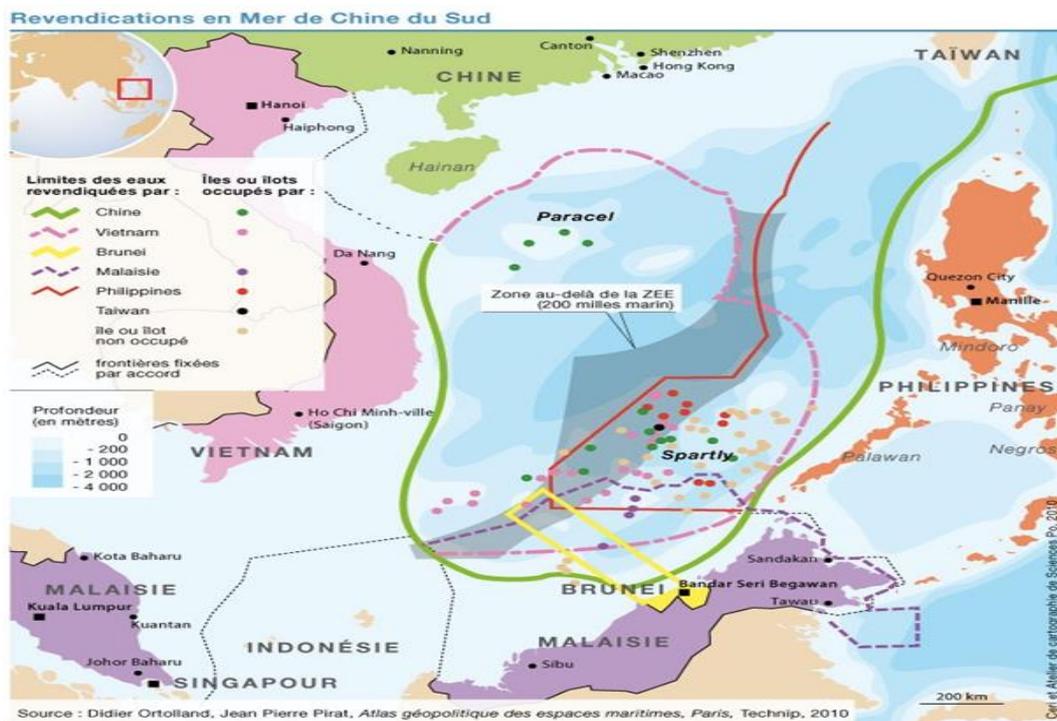
Zone de tensions diplomatiques et militaires depuis des décennies, la Mer de Chine Méridionale est aujourd'hui au centre de toutes les attentions du fait des frictions de plus en plus fréquentes entre les différentes parties.

a) Une zone composée principalement d'îles inhabitées

La bataille que se livrent les pays du Sud-Est asiatique sur le contrôle d'îles en partie immergées et inhabitées peut paraître disproportionnée. Il n'en est rien. Le principe du droit international de la « Zone Économique Exclusive » (ZEE) confère en effet à ces îles une valeur stratégique incommensurable : celui qui possède ces îles récupère les droits exclusifs en matière d'exploration, d'exploitation et de gestion des ressources naturelles dans un rayon de 370 kms autour de celles-ci.

Le conflit concerne notamment le récif de Scarborough revendiqué par la Chine, Taïwan, les Philippines et les îles Pratas, contrôlées par Taïwan mais réclamées par Pékin. Le conflit autour de ces deux récifs, bien que réel, demeure aujourd'hui plutôt sous contrôle. Ce n'est de toute évidence pas le cas de deux autres archipels : les Spratleys et les Paracels.

Graphique : Occupations territoriales des îlots disputés en Mer de Chine Méridionale



Les îles Spratleys forment un archipel minuscule de récifs de corail situé au cœur de la Mer de Chine, à 1500 kms environ des côtes chinoises, 400 kms du Vietnam et 300 Kms des Philippines et de la Malaisie. Cet archipel est composé d'îles inhabitées à l'exception de quelques pêcheurs naviguant historiquement dans la région.

Les îles Paracels sont quant à elles situées plus au nord, à proximité du Vietnam et de l'île chinoise de Hainan. Comme les îles Spratleys, elles sont convoitées pour la richesse supposée de leurs fonds qui pourraient receler d'importantes réserves de gaz et de pétrole.

b) Une zone vivement contestée depuis 1947

A la suite de la défaite japonaise lors de la seconde guerre mondiale, le Japon quitte les îles Paracels et Spratleys. S'en suit une période de trouble marquée notamment par le rôle clé de la France, qui cède d'un côté les îles Paracels au Vietnam le 14 octobre 1950 mais affirme d'un autre aux Philippines que les Spratleys font bien partie du territoire français.

Dans l'intervalle, la Chine publie en décembre 1947 une carte présentant la « ligne des neuf traits » représentant les revendications territoriales de la Chine en Mer de Chine. Elles sont assez simples : la carte intègre ce qu'on appellera rapidement la « langue de bœuf » recouvrant la quasi-intégralité de la Mer de Chine méridionale. Le droit international ne lui étant guère favorable, la Chine a décidé de rejeter la légitimité de toute entité supranationale (notamment la Cour Pénale d'Arbitrage de La Haye) au profit d'une lecture historique. Pékin affirme par conséquent sa légitimité sur ces territoires en se reposant notamment sur des cartes remontant parfois au 13ème siècle.

À la suite de la partition du Vietnam en 1954 et au transfert progressif et laborieux des pouvoirs de la France vers le Vietnam du Sud, la Chine en profite pour revendiquer officiellement le 29 mai 1956 la souveraineté sur les Spratleys et les Paracels. Le 22 août de cette même année un bâtiment de la marine sud vietnamienne hisse son pavillon sur les îles Spratleys, la Chine répliquera très vite en récupérant militairement une partie de ces îles.

Les années 70 ont marqué une évolution de la politique extérieure chinoise vers une position plus affirmée. Le conflit l'opposant au Vietnam fut d'abord abordé sous l'angle diplomatique en dénonçant, le 11 janvier 1974, le rattachement par le Vietnam des Spratleys à la province de Phuoc Tuy. Sans réaction, la Chine décida de recourir à la solution militaire en faisant pénétrer leurs navires dans les eaux territoriales des récifs Robert, Duncan et Drummond faisant partie des Paracels et en y hissant le drapeau chinois.

Tableau : Contrôle des Îles Spratleys par les pays de la région

Ilot	Pays
Itu Aba	Taiwan
Thitu	Philippines
West York	Philippines
Spratley	Vietnam
Parola	Philippines
Southwest Cay	Vietnam
Sin Cowe	Vietnam
Nanhsan	Philippines
Sand Cay	Vietnam
Loaita	Philippines
Swallow	Malaisie
Namyit	Vietnam
Amboyna Cay	Vietnam

Depuis 1976, le Vietnam continue de revendiquer l'intégralité de l'archipel des Spratleys alors qu'il ne contrôle que 6 îles contre 7 pour les Philippines, 1 pour la Malaisie et 1 pour Taïwan.

Depuis 1974, la Chine assure une occupation militaire de l'ensemble des Îles Paracels.

c) Un enchevêtrement de revendications difficilement conciliables

Lorsqu'il est question de territoires dont la souveraineté est contestée, les regards se tournent systématiquement vers le Moyen-Orient et le statut de la Palestine qui fait l'objet de vives tensions entre Israël et ses voisins. La problématique en Mer de Chine est pourtant bien plus complexe : chaque pays affirme des revendications territoriales entrant en contradiction partielle voire totale avec celles de son voisin. L'enjeu est gigantesque : les 6 pays incriminés représentent 1,9 milliards d'habitants soit ¼ de la population mondiale.

Graphique : Revendications territoriales en Mer de Chine Méridionale



Source : Le Figaro

Au cœur de ces revendications se trouvent deux pays : la Chine et sa fameuse “langue de bœuf” et le Vietnam qui revendique également la quasi-intégralité de la Mer de Chine Méridionale. Pourtant située plus au nord, Taïwan affiche également des velléités territoriales fortes. La Malaisie, l’Indonésie, les Philippines et Brunei ont en revanche des revendications beaucoup plus localisées.

Tableau : revendications territoriales en Mer de Chine

Pays	Zone revendiquée
Brunei	Archipel des Spratleys : récif Louisa
Chine	Taïwan, l’intégralité des Spratleys et des Paracels, le Banc Macclesfield, le Récif Scarborough et les Îles Pratas.
Indonésie	Ile Natuna
Malaisie	11 îlots de l’archipel des Spratleys ainsi que des récifs et hauts fonds découvrant situés au nord de Bornéo
Philippines	Une partie de l’archipel des Spratleys et le Récif de Scarborough
Taïwan	L’intégralité des Spratleys et des Paracels, le Banc Macclesfield ainsi que le Récif de Scarborough.
Vietnam	L’intégralité des Paracels et une grande partie des Spratleys

2) La Mer de Chine Méridionale : une zone d’intérêt vitale pour la Chine

La Mer de Chine revêt de multiples enjeux pour la Chine, de l’autosuffisance alimentaire à la sécurisation de son activité commerciale en passant par l’accès à de potentielles matières premières.

a) Des ressources halieutiques importantes

Les îles Spratleys et Paracels sont avant toute chose un gisement de poissons convoité car quasi-unique au monde. La Mer de Chine représente en effet environ 10% de la pêche mondiale. Ces ressources sont perçues comme essentielles par une Chine qui cherche désespérément à réduire sa dépendance alimentaire aux importations. Les ressources halieutiques de la Mer de Chine constitue par conséquent un moyen supplémentaire d’atteindre l’indépendance alimentaire.

b) Des réserves d'hydrocarbures non exploitées

La Mer de Chine recèle des réserves d'hydrocarbures situées en haute mer dont la taille divise les spécialistes. D'après le *Center for Strategic and International Studies*²⁰, les réserves de pétrole et de gaz s'élèveraient à 11 milliards de barils. La Chine est persuadée que les réserves non exploitées sont très importantes ce qui justifie ses revendications voire son agressivité. Pékin a d'ailleurs installé sa première plateforme de forage en eaux profondes en Mer de Chine dès 2012.

La problématique de l'indépendance énergétique est de taille pour la Chine, elle est en effet devenue depuis 2017²¹ le premier importateur mondial de pétrole devant les Etats-Unis. Cette dépendance au pétrole importé que les Etats-Unis ont su contrer en investissant massivement dans le pétrole de schiste, demeure une des failles majeures de l'économie chinoise.

L'enjeu lié à ces réserves d'hydrocarbures doit néanmoins être relativisé car le pétrole offshore qui pourrait en être extrait est caractérisé par un coût d'extraction très élevé. Les experts s'accordent à dire que seule une faible part de ces réserves seraient exploitables économiquement sur la base des prix du pétrole constaté au cours des dernières années.

c) Une route maritime vitale pour la Chine

L'accès à la mer a toujours été un des principaux points faibles de la Chine, les deux Mers de Chine (Orientale et Méridionale) présentent en effet la particularité d'être les seules ouvertures maritimes du pays. La Mer de Chine Orientale ayant la particularité d'être totalement maîtrisées par les Etats-Unis et son allié indéfectible qu'est le Japon, la seule route maritime possible pour la Chine est donc la Mer de Chine Méridionale.

Le dynamisme économique de la région a, de facto, transformé la Mer de Chine en carrefour stratégique majeur du commerce mondial avec 50% du tonnage maritime mondial y transitant soit cinq fois plus que le Canal de Suez. Pour les pays d'Asie, cette mer est au confluent de leurs intérêts économiques mais également géopolitiques : 65% du pétrole qu'ils importent par le Détroit de Malacca débouchant sur la Mer de Chine, dans le cas de la Chine ce pourcentage atteint même 90%.

Cette route maritime est également la pierre angulaire de la stratégie d'exportation (notamment vers le Moyen-Orient, l'Europe et l'Afrique) mise en place par la Chine depuis l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping en 1977. Même si des alternatives ont été mises en place, notamment la récente voie commerciale créée de toute pièce par la Chine et reliant l'Ouest de la Chine au Pakistan en traversant une partie de l'Himalaya (*China Pakistan Economic Corridor*)²², le détroit de Malacca demeure un point de passage quasi-obligé.

3) Les pays du sud-est asiatique jouent un rôle clé pour Pékin

Au-delà des enjeux de souveraineté territoriale dans la région, les pays de l'ASEAN constituent un partenaire de choix pour la Chine. Cela est particulièrement vrai pour ses voisins de la Mer de Chine.

a) Des échanges économiques intenses entre la Chine et ces pays

Le continent asiatique a la particularité de compter certains des pays les plus puissants de la planète en matière économique avec la Chine (2ème), le Japon (3ème) et l'Inde (5ème). Le développement économique très important de l'Asie du Sud-Est permet aujourd'hui à l'ASEAN de rejoindre ce club très fermé. L'ASEAN dans son ensemble représente aujourd'hui une des principales économies mondiales, les pays entourant la Mer de Chine, l'Indonésie en tête, représentant une part très importante.

²⁰ South China Sea Energy Exploration and Development, Asia Maritime Transparency Initiative, <https://amti.csis.org/south-china-sea-energy-exploration-and-development/>

²¹ La Chine, premier importateur mondial de pétrole brut en 2017, *Connaissance des énergies*, 16/02/2018, <https://www.connaissancedesenergies.org/la-chine-premier-importateur-mondial-de-petrole-brut-en-2017-180216>

²² CPEC, CHINA PAKISTAN ECONOMIC CORRIDOR, cpec.gov, <http://cpec.gov.pk/>

L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), regroupe 10 Etats membres. Elle a été créée en 1967 par l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines. L'organisation a été rejointe par Brunei (1984), le Vietnam (1995), le Laos et la Birmanie (1997) et enfin le Cambodge (1999).

Depuis 1997, l'ASEAN a institutionnalisé l'*ASEAN Plus Three* (APT) qui vise à mieux coordonner les économies de la région et établir des positions communes. Les trois « invités » étant la Chine, le Japon et la Corée du Sud, preuve du poids pris par l'ASEAN dans l'économie mondiale.

Portée par une démographie très favorable (380 millions de personnes ont moins de 35 ans), une large main d'œuvre (la 3ème au monde derrière la Chine et l'Inde) et une classe moyenne qui va très certainement doublée, les économistes prévoient une croissance moyenne de l'ASEAN de 5,5% par an jusqu'en 2050. Cela ferait de la zone la 4ème économie de la planète, devant l'Union Européenne.

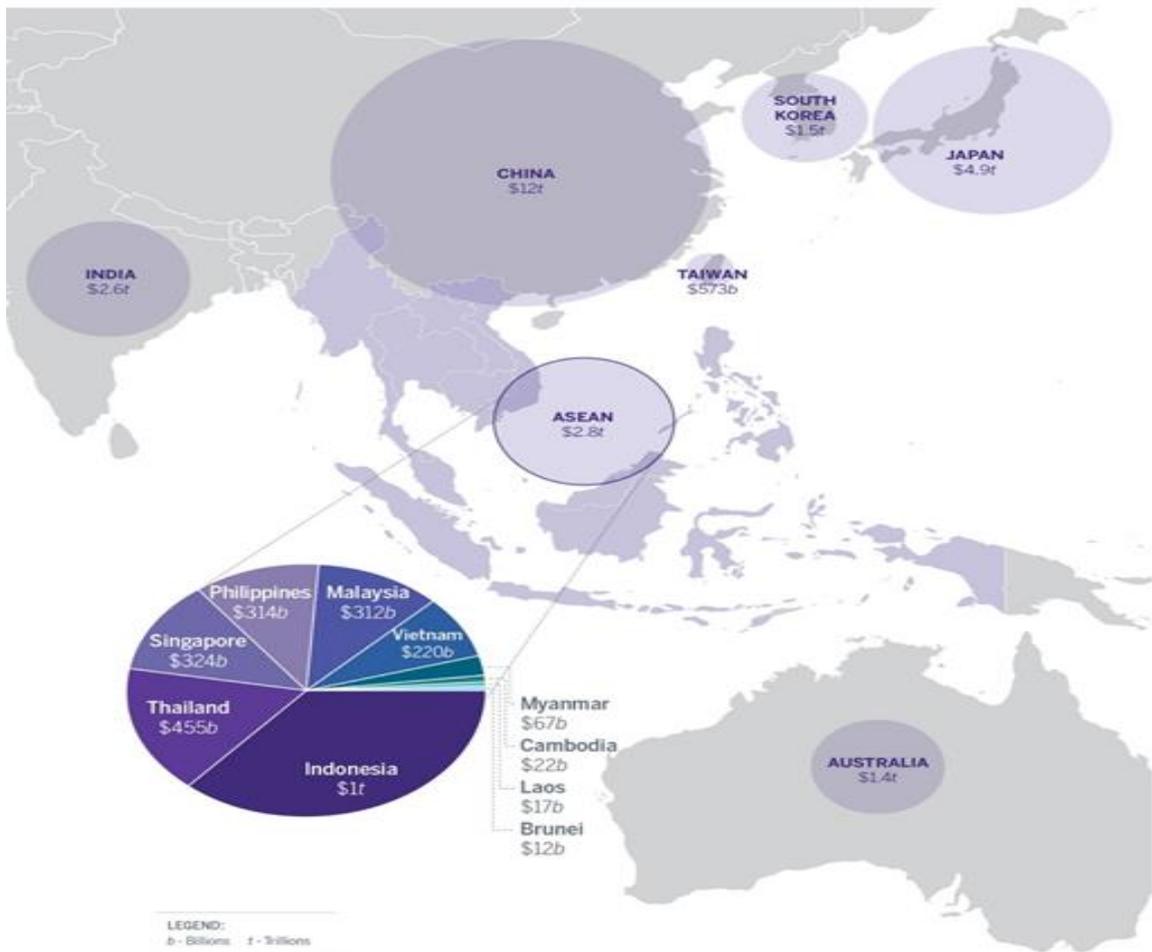
La Chine a été un des partenaires privilégiés de l'ASEAN afin d'alimenter une croissance forte notamment au cours de la dernière décennie et compte bien maintenir un haut niveau de coopération économique avec ses voisins afin de bénéficier par ricochet de la croissance anticipée sur la région et alimenter sa propre économie.

Alors que les relations économiques et commerciales avec l'Union Européenne fluctuent en fonction des postures adoptées par les différents gouvernements et que celles avec les Etats-Unis sortent de quasiment 2 ans de guerre commerciale intense à coups de tarifs douaniers punitifs, la région de l'ASEAN représente paradoxalement une certaine stabilité pour le gouvernement chinois.

Les échanges commerciaux sont si intenses entre les deux partenaires que l'ASEAN est officiellement devenue, au cours du premier trimestre 2020, le premier partenaire commercial de la Chine supplantant l'Union Européenne.

Carte : PIB des pays d'Asie (en billions de dollars)

GDP COMPARISONS



Source: International Monetary Fund World Economic Outlook (October 2018), 2017 data



EAST-WEST CENTER



US-ASEAN
BUSINESS COUNCIL, INC.



YUSOF ISHAK
INSTITUTE

La Chine exporte principalement des équipements électriques ou électroniques ainsi que du textile en direction de l'ASEAN alors que cette dernière va plutôt exporter des matières premières tels que les hydrocarbures, le bois et le papier notamment en provenance de Malaisie et d'Indonésie. Les échanges économiques ne sont pour autant pas limités à l'exportation de biens manufacturiers, les services constituent également une manne économique importante. Les pays de l'ASEAN ont en particulier accueilli plus de 2,3 millions de touristes chinois durant l'année écoulée.

b) La nouvelle posture internationale de la Chine

Xi Jinping a décidé de rompre avec la politique extérieure de profil bas promue par Deng Xiaoping afin de se positionner comme un acteur clé au niveau international et ainsi afficher ses ambitions. Pékin a donc décidé d'offrir une alternative au modèle occidental en promettant une approche basée sur la non-ingérence, la coopération et l'absence de coercition. Cette nouvelle donne trouve notamment son application dans son grand projet des "Nouvelles Routes de la Soie".

La relation qui lie la Chine à ses voisins ne peut en effet se limiter aux tensions géopolitiques listées plus haut. Ces voisins sont également perçus par le pouvoir central chinois comme indispensables²³ à la réussite

²³ EMMANUEL VERON, EMMANUEL LINCOT, Asie du Sud-Est et Asie centrale : deux laboratoires stratégiques de l'expansion chinoise, The conversation, 3/05/2020, <https://theconversation.com/asia-du-sud-est-et-asi-centrale-deux-laboratoires-strategiques-de-l'expansion-chinoise-137295>

de son projet de développement d'infrastructures partout dans le monde. Comment en effet promouvoir un projet mondial si ses voisins les plus proches n'y adhèrent pas.

Ce projet pharaonique a été officiellement présenté en septembre 2013, soit moins d'un an après l'arrivée de Xi Jinping à la tête du PCC. Lors d'un discours prononcé à l'université Nazarbayev²⁴ au Kazakhstan, il adopta la posture du Chef d'Etat visionnaire et responsable vis-à-vis des générations futures et affirma lancer ce projet en vue de renforcer les liens unissant la Chine au reste du monde. L'objectif affiché est alors de soutenir la bonne entente entre les peuples et le développement économique face aux « trois forces maléfiques » que sont le terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme ainsi que les crimes et autres trafics illégaux.

Pour ce faire, Xi Jinping promeut l'établissement commun d'une « ceinture économique de la route de la soie » (« *Silk Road Economic Belt* », qui deviendra plus tard la « Belt and Road Initiative²⁵ », ou BRI). La BRI fixe l'objectif ambitieux d'instaurer un système mondialisé de communication, de réseaux de transport et de commerce afin de fluidifier les mouvements de population et de biens ainsi que les transferts monétaires.

Ce projet dont le coût se chiffre en plusieurs centaines de milliards de dollars, prévoit notamment six routes terrestres et un réseau portuaire impliquant 60% de la population mondiale, 30% du PIB et plus du tiers du commerce international. Jusqu'ici, les projets couvrent une multitude de pays en Afrique (Nigeria, Égypte), au Moyen-Orient (Turquie, Oman), en Asie (Tadjikistan, Indonésie, Inde, Philippines), et même en Europe (Géorgie, Grèce et maintenant Italie).

Au-delà du discours marketing construit afin d'emporter l'adhésion de tous les pays, et notamment des plus pauvres, la BRI est avant tout un projet visant à accroître la présence économique de la Chine partout dans le monde et défendre les intérêts de Pékin sur tous les continents. Par ces nouvelles routes de la soie, le pouvoir central a en particulier pour ambition de :

- Permettre de sécuriser les approvisionnements en matières premières depuis les pays en développement, essentiels à son économie ;
- Permettre de renforcer les régions souffrant d'un retard de développement, en les connectant à d'autres zones, à l'ouest via l'intervention de sociétés chinoises ;
- Participer à l'essor du « rêve chinois », une volonté politique formulée en 2013 par Xi Jinping ;
- Remettre la Chine sur le devant de la scène internationale.

Ce projet de Nouvelles Routes de la Soie fait l'objet de critiques acerbes notamment de la part du camp occidental. Au-delà de ceux qui y voient un projet dispendieux réalisé dans le seul but de cultiver l'égo de Xi Jinping, les critiques se dirigent surtout vers les mécanismes de financement de ces projets reposant sur la dette et y voit un piège pour les pays acceptant d'y participer ("*debt-trap*²⁶"). Le retour sur investissement des projets serait tellement incertain qu'il est quasi-acquis que la dette souscrite soit insoutenable pour les pays en question, ce qui forcera le pays à réaliser des concessions importantes à la Chine en cas de défaut. Le Laos semble déjà faire partie des premières victimes avec un niveau de dette considéré par le FMI²⁷ comme alarmant.

²⁴ President Xi Jinping Delivers Important Speech and Proposes to Build a Silk Road Economic Belt with Central Asian Countries, Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/xjpfwzysiesgjtfhshzzfh_665686/t1076334.shtml

²⁵ SACHA TENENBAUM, Belt and Road Initiative : quels enjeux pour la Chine et ses partenaires ?, bsi-economics, 12/03/2019, http://www.bsi-economics.org/bsi-975-Sacha_Tenenbaum

²⁶ DANIELE CARMINATI, China's Belt and Road Initiative: Debt Trap or Soft Power Catalyst?, E-international relations, 1/09/2019, <https://www.e-ir.info/2019/09/01/chinas-belt-and-road-initiative-debt-trap-or-soft-power-catalyst/>

²⁷ MARWAAN MACAN-MARKAR, Chinese dams ramp up Lao external debt, Nikkei Asian Review, 2/11/2018, <https://asia.nikkei.com/Economy/Chinese-dams-ramp-up-Lao-external-debt>

PARTIE 2

DE FORTES CONTRADICTIONS

Comme nous avons pu le voir, les pays du sud-est asiatique et la Chine maintiennent un niveau intense d'échanges économiques et commerciaux alors que les divergences voire les conflits les opposant ne manquent pas.

Il convient d'étudier en profondeur ces contradictions de nature idéologiques, sociologiques, militaires mais également diplomatiques afin de mieux comprendre le fossé séparant la Chine de ses voisins d'Asie du sud-est.

I) Idéologie communiste versus capitalisme

1) Des postures idéologiques antagonistes

La République Populaire de Chine se revendique depuis sa création en 1949 comme un pays communiste et même si elle a fait évoluer sa doctrine à la mort de Mao vers une économie socialiste de marché, c'est toujours l'idéologie marxiste-léniniste qui est promue par le Parti Communiste Chinois (PCC). Nombre d'experts ont pointé la contradiction évidente du système chinois, reposant sur un État planificateur autocratique d'une part et une ouverture au marché capitaliste comme outil d'enrichissement via les proxys que sont notamment Hong-Kong et Singapour.

Cette caractéristique idéologique de la Chine crée un décalage évident avec les voisins de la Mer de Chine ayant embrassé l'idéologie capitaliste à l'exception du Vietnam. Ce dernier pays est en effet également communiste mais il affiche lui aussi des divergences idéologiques fortes avec la Chine dont il ne partage ni la vision de contrôle économique ni le protectionnisme exacerbé.

Les pays du Sud-Est asiatique ont bien entendu chacun leur spécificité en matière économique. La Malaisie et la Thaïlande ont structuré leur économie autour d'un capitalisme industriel tiré par le commerce, notamment extérieur, et reposant sur une forte libéralisation des marchés. L'Indonésie et les Philippines affichent en revanche un « capitalisme semi agraire insulaire » et avec un degré bien moindre de libéralisation des marchés, une internationalisation limitée et in fine de faibles échanges avec la Chine.

Pour autant, ces spécificités ne sont pas de nature à remettre en question le schisme idéologique majeur existant entre la Chine et ses voisins. Les deux caractéristiques principales du capitalisme que sont la propriété privée des moyens de production d'une part et une dynamique de marché fondée sur l'accumulation du capital productif guidée par la recherche du profit, sont à l'opposé des fondements d'une RPC promouvant une absence de propriété privée des moyens de production afin de tendre vers la disparition des classes.

Rien ne présage aujourd'hui d'un quelconque infléchissement en la matière. Pékin poursuit en effet, depuis les années 80, une libéralisation de son économie mais n'a jamais renié ses principes fondateurs. Xi Jinping en est d'ailleurs le digne héritier en tant que nouveau « Grand Timonier », cette posture a même été consolidée par l'inscription de la « *La Pensée de Xi Jinping du socialisme à la chinoise de la nouvelle ère* » dans la Charte votée lors du 19ème congrès du PCC en 2017²⁸. Ses voisins de la Mer de Chine ne montrent, de l'autre côté, aucun attrait pour ce système dont ils apprécient la réussite économique mais dont l'incidence en termes de libertés individuelles et de conception de la répartition des richesses au sein de la société entre en opposition frontale avec leurs propres principes fondateurs.

Xi Jinping a de facto enraciné cette opposition idéologique en renforçant de manière importante des mécanismes économiques visant à maintenir un contrôle quasi-total de l'économie chinoise. Les liens insidieux voire incestueux existant entre la plupart des plus grandes sociétés chinoises et le PCC en sont une parfaite illustration. A titre d'exemple, la structure capitaliste et organisationnelle trouble de Huawei, pourtant leader mondial de la 5G, en fait aujourd'hui aux yeux des occidentaux un faux-nez de

²⁸ Le président chinois Xi Jinping devient l'égal politique de Mao, L'EXPRESS.fr avec AFP, 24/10/2017, [Le président chinois Xi Jinping devient l'égal politique de Mao](#)

Pékin ce qui fait naître des inquiétudes fortes quant aux velléités de la Chine sur le contrôle de ces réseaux. Les conditions d'entrée sur le marché chinois, souvent perçues comme confiscatoires voire iniques entrent également en contradiction avec les principes de l'économie de marché. A cela s'ajoute une stratégie de dévaluation chronique du yuan que tous les partenaires de la Chine dénoncent depuis de nombreuses années.

2) Un système économique chinois perçu comme dévoyé

La position économique adoptée par Pékin peut être assimilée à un jeu d'équilibriste, d'un côté un système communiste érigé en modèle pour l'ensemble de la nation et d'un autre la nécessaire ouverture économique à l'international afin de permettre d'assurer une prospérité économique au pays. Les officiels chinois se targuent d'avoir trouvé la pierre philosophale en retirant le meilleur de chacune de ses deux composantes.

A l'extérieur de la Chine et en particulier pour ses voisins de la Mer de Chine, la perception est très variable. Le système communiste chinois est tantôt perçu comme un modèle ayant réussi à concilier développement économique et un contrôle strict des biens, des personnes et des flux, tantôt vu comme un anachronisme économique à la durée de vie forcément limitée. Cette seconde vision semble de plus en plus partagée. En effet, au-delà du fait que les régimes communistes dans le monde se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main, les « aménagements » nécessaires afin d'assurer le développement économique du pays semblent de plus en plus complexes à maintenir.

La question de la financiarisation de la Chine et du rôle clé de Hong-Kong est à ce titre un point central. Aucune place financière chinoise n'a en effet la capacité à pouvoir rassurer les investisseurs internationaux en matière de transparence financière, de mécanismes de contrôle, d'indépendance de traitement et de sécurisation des flux. Seule Hong-Kong est en mesure d'assurer ce rôle de tampon entre la Chine et le reste du monde. Cette dépendance de la Chine à sa place financière de prédilection se matérialise dans les chiffres : en 2018, 58 % des investissements directs étrangers chinois ont transités par Hong Kong. L'exposition de cette place ainsi que son expertise en termes logistique et commerciale est une des clés de voûte de la stratégie exportatrice de la Chine.

L'opacité du système financier chinois oblige donc par ricochet Pékin à opter pour une place de marché ultra-libérale située sur un territoire qui lui appartient mais dont la rétrocession par les britanniques en 1997 a garanti une organisation légale, économique et judiciaire distincte. Ceci n'est donc pas sans risque pour la Chine, notamment lorsque l'on intègre les récents incidents ayant eu lieu à Hong-Kong consécutifs à divers projets de loi ayant pour objectif d'accroître le contrôle de la Chine.

La Chine affiche donc sur la question des échanges économiques internationaux un double visage : dynamisme, ouverture et souplesse à l'export via la très respectable Hong-Kong alors que les activités étrangères sur son territoire sont placées sous le signe du contrôle et du protectionnisme.

II) Des conceptions des libertés publiques radicalement opposées

1) Une liberté de mouvement sous contrôle

La liberté de mouvement est un principe de base dont la Chine semble vouloir, là encore, y apporter sa propre définition. Partant du principe qu'une population de 1,4 milliards de personnes ne peut être maîtrisée que par un contrôle strict des comportements, la Chine a décidé de mettre en place un système de notation des citoyens et des entreprises afin de mieux sanctionner les comportements prohibés. Ce projet, défini comme le "crédit social" (*Social Credit System*), est en test depuis 2018 et le gouvernement chinois avait initialement pour objectif de l'implémenter dans tout le pays en 2020. La crise du Covid-19 étant passée par là, il est très probable que la mise en place soit décalée. Pour autant le projet en lui-même n'est nullement remis en cause.

Même si les contours de ce projet sont encore flous²⁹, il est acquis qu'il s'agira de collecter et analyser les données des citoyens et des entreprises dans les domaines économiques, sociaux et politiques avec pour

²⁹ PAULINE CROQUET, En Chine, un système de notation des citoyens encore flou mais aux ébauches effrayantes.

objectif d'établir un score qui conditionnera d'éventuels sanctions ou, *a contrario*, des avantages. Des comportements aussi variés que jeter un papier dans la rue, tricher sur sa déclaration d'impôts ou L'approche est assez binaire, la population est divisée en deux catégories : d'un côté, les personnes dont le crédit social est inférieur à un certain seuil et qui se verront ajoutées à une « liste noire » et les autres qui ne se verront appliquer aucune sanction. L'inscription sur la liste noire entraînera diverses mesures de rétorsion : accès restreint à certains emplois, impossibilité d'obtenir un prêt, interdiction de bénéficier de services publics pendant une période prédéterminée (écoles ou transports publics) ... A l'inverse, les bonnes actions comme le bénévolat pour des associations d'utilité publique permettront d'accroître le score de l'individu en question.

Le Crédit Social repose notamment sur le plus important réseau de caméras à reconnaissance faciale au monde, couvrant une très grande partie de la population chinoise. Reposant sur des technologies très avancées d'intelligence artificielle, le système identifiera de manière automatisée les comportements prohibés et sanctionnera immédiatement. Chaque chinois aura par ailleurs accès en temps réel à son score.

Même si des voix s'élèvent en Chine contre ce système, elles demeurent assez peu audibles au niveau international. Les réactions sont en revanche plus vive au niveau international où les occidentaux dénoncent une attaque en règle du droit à la vie privée.

Au-delà du système de Crédit Social, la RPC applique un degré de surveillance de ses citoyens que peu de pays au monde sont capables de concurrencer. Parmi les 10 villes au monde présentant le plus de caméras par habitant, 8 sont situées en Chine³⁰. La rhétorique est toujours la même, sous couvert de renforcer la sécurité intérieure, le PCC rogne toujours plus sur les libertés individuelles afin d'assurer sa propre pérennité.

Les pays du pourtour de la Mer de Chine Méridionale adoptent quant à eux une position très distante vis-à-vis de ce système de contrôle qui se trouve assez éloignés de leurs principes. A titre d'illustration, le quotidien malaisien "The Star"³¹ adoptait en septembre 2019 une position très critique en mettant en avant le fait que ce système permettra surtout de mieux identifier les dissidents et de les sanctionner, le journal cite d'ailleurs le dissident Ye Du qui décrit "*un nouveau type de contrôle de la société permettant aux autorités un contrôle sans précédent sur chaque minute de la vie de chacun*". En Thaïlande, la position est encore plus critique, le "Bangkok Post"³² épingle régulièrement le culte de la personnalité autour du président à vie Xi et soulignait en avril 2019 que "*l'usage par le PCC de l'intelligence artificielle et des réseaux sociaux lui donne un niveau de contrôle sur ses citoyens qu'aucune dictature n'a jamais atteint*". On pourrait éventuellement penser que la diaspora chinoise serait plus sensible à la politique sécuritaire de la Chine mais il n'en est rien. Comme évoqué plus haut, la diaspora chinoise présente dans les pays de l'ASEAN est principalement composée de commerçants et de chefs d'entreprises dont la principale attente est d'éviter toute mesure ayant un impact sur leur activité économique. En ce sens, une restriction des libertés individuelles, au-delà de compromettre les relations économiques avec certains Etats peut également générer une instabilité politique en fonction de la réaction de la population à ces mesures.

28/12/2018 et mis à jour 29/12/2018 https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/12/28/en-chine-un-systeme-de-notation-des-citoyens-encore-flou-mais-aux-ebauches-effrayantes_5403357_4408996.html

³⁰ Les caméras continuent d'envahir les villes et la Chine bat tous les records, RTS Info, 06/12/2019, <https://www.rts.ch/info/monde/10925109-les-cameras-continuent-d-envahir-les-villes-et-la-chine-bat-tous-les-records.html>

³¹ Critics warn against planned social credit system, The Star, 07/09/2019, <https://www.thestar.com.my/news/regional/2019/09/07/critics-warn-against-planned-social-credit-system>

³² How Western transparency helps fuel Chinese repression, Bangkok Post, 8/04/2019, <https://www.bangkokpost.com/business/1658400/how-western-transparency-helps-fuel-chinese-repression>

2) Une liberté de culte de plus en plus malmenée

L'article 6³³ de la Constitution Chinoise garantit une liberté de croyance religieuse à tous ses citoyens. Le principe est donc posé. La communication officielle chinoise promeut d'ailleurs cette liberté de culte à l'international, en 2009, un chercheur du Bureau des Affaires Religieuses confiait :

“La diplomatie par la religion est une composante importante de notre diplomatie. Elle joue un rôle clé en mettant en lumière les réalisations de la Chine, en clarifiant la politique de la Chine et en diffusant une image positive du pays.”

Dans les faits, on constate que cette liberté n'est pas forcément évidente pour tous et qu'elle s'accompagne systématiquement d'un contrôle assez strict par l'appareil d'Etat. La question de la liberté de culte est en effet sensible en République Populaire de Chine et ce depuis sa création en 1949. Au-delà de l'opposition classique communisme / religion, le PCC y voit surtout une menace capable d'obérer le contrôle qu'elle exerce sur la population voire de créer des scissions structurelles au sein de la société chinoise.

Le PCC n'autorise donc que 5 religions (bouddhisme, taoïsme, islam, protestantisme et catholicisme) ainsi que 7 “associations patriotiques” reconnues par l'Etat.

Benoît Vermander, prêtre jésuite et professeur à l'université Fudan de Shanghai précise³⁴ la posture de la Chine vis à vis de la religion :

« Le Parti Communiste Chinois a inscrit l'athéisme dans ses statuts. Il la tolère, mais pose ses conditions : pas de prosélytisme et suivre les orientations du Parti ». Chaque religion poursuit-il doit être « encadrée par une association, courroie de transmission avec le PCC ».

Le renforcement du contrôle des religions par le gouvernement Chinois est apparu dans les années 1990 avec la popularité de l'école « Falun Gong », enseignant le “Qi Gong” (gymnastique traditionnelle chinoise) et devenue selon le PCC une menace. Ce contrôle s'est progressivement transformé en répression notamment depuis 2014 avec la destruction de milliers d'églises³⁵ sous couvert de non-respect aux règles d'urbanisme ainsi que l'arrestation de dizaines de prêtres sur la base de chefs d'accusation variés (possession illégale de secrets d'Etat, collecte de dons “illégaux”, trouble à l'ordre public...).

Cette politique s'est ensuite accélérée jusqu'à ce qu'une nouvelle réglementation entre en application le 1er février 2018 renforçant l'encadrement des activités religieuses. Ce texte prévoit que les activités religieuses doivent dorénavant faire l'objet d'autorisation préalables aussi bien au niveau des organisations, des lieux de culte mais également au niveau du personnel. Ces mesures ont entraîné une vague d'indignation de la part des leaders religieux du pays, notamment le prêtre Wang Yi de l'église “*Early Rain*” à Chengdu qui considère ces nouvelles mesures comme des violations manifestes à la liberté de culte et appelle les chrétiens de Chine à y résister.

Le mouvement “Falun Gong” et les chrétiens ne sont pas les seuls à subir une répression de la part du PCC, les musulmans sont également ciblés, notamment dans la région du Xinjiang à l'ouest du pays. La Chine a en effet créé des camps d'internement où des musulmans sont détenus sans procès préalable et sans perspective d'en avoir un. Après avoir longtemps nié l'existence de ces camps, la Chine a finalement reconnu en 2018 que qu'ils existaient bien mais les a présentés sous la forme de “*Camps de transformation par l'Éducation*” visant à lutter contre le terrorisme. Côté occidental, de nombreuses voix les décrivent comme des camps de concentration et s'élèvent contre un traitement indigne et contraire aux droits humains.

³³ Cadre juridique de la liberté religieuse et son application effective, L'observatoire de la liberté religieuse, <https://www.liberte-religieuse.org/chine/>

³⁴ FREDERIC NIEL, Quelle place pour les religions en Chine communiste, Le Pèlerin n°7050, 11/01/2018 et mis à jour le 28/02/2019 <https://www.lepelerin.com/archives/archives-a-la-une/actu/quelle-place-pour-les-religions-en-chine-communiste>

³⁵ China revises regulation on religious affairs, english.gov.cn, updated: 7/09/2017, http://english.www.gov.cn/policies/latest_releases/2017/09/07/content_281475842719170.htm

Les détracteurs de la Chine présentent ces mesures comme les prémices d'une volonté plus vaste du pouvoir chinois de modeler³⁶ les religions, le christianisme, l'islam et le bouddhisme tibétain en tête, afin de les rendre "compatible" avec l'idéologie du PCC. L'interdiction à la vente de la Bible en avril 2018 a d'ailleurs rapidement été suivie par la promotion par deux organismes protestants "officiels" d'une nouvelle version « sécularisée » de la Bible présentée compatible avec le socialisme.

Le traitement du fait religieux n'est pas anodin dans une région où la religion prend une place importante dans la vie des individus : les Philippines comptent plus de 90%³⁷ de chrétiens, la Malaisie et l'Indonésie respectivement 56%³⁸ et 79% de musulmans, le Vietnam et la Thaïlande respectivement 49%³⁹ et 87%⁴⁰ de bouddhistes. Les réactions de ces pays face à la politique menée par la Chine est donc forcément réprobatrice, notamment le traitement de la minorité Ouïghours qui trouve un écho tout particulier en Indonésie et en Malaisie.

Comme indiqué précédemment, la diaspora chinoise présente en Asie du Sud-Est présente la particularité d'être assimilée à la culture locale et a souvent opté pour la religion de leur pays d'adoption afin de s'intégrer plus rapidement mais également d'échapper à la discrimination. Il n'est donc pas surprenant de retrouver 86%⁴¹ de chrétiens au sein de la diaspora chinoise présente aux Philippines. En Indonésie, la diaspora a adopté depuis des siècles l'islam comme religion et en a même oublié la langue chinoise. La diaspora chinoise se trouve donc également en décalage par rapport à la politique pratiquée par Pékin en matière de liberté de culte.

III) Une diaspora loin d'être inféodée à Pékin

Le pouvoir central de Pékin a, depuis plusieurs années, engagé une stratégie d'influence dirigée spécifiquement en direction de la diaspora présente partout dans le monde, notamment via l'entité « *United Front Work Department* » (UFWD). Cette stratégie s'est montrée tout à fait efficace dans certains pays occidentaux mais se révèle être un relatif échec pour les pays d'Asie du Sud-Est.

1) La stratégie d'influence menée par Pékin via UFWD

- Le bras armé du Parti Communiste Chinois

Le département UFWD fait partie intégrante du PCC et a été réorganisé⁴² ces deux dernières années afin de répondre aux besoins et ambitions de ce dernier. Historiquement composé⁴³ d'intellectuels, d'hommes d'affaires, de religieux, de minorités ethniques, de Chinois de retour et d'anciens membres du Parti nationaliste, il s'est récemment élargi à des personnalités des médias sociaux, des professionnels indépendants (notamment des avocats), des directeurs d'entreprises à financement étranger, des Chinois d'outre-mer et des jeunes chinois étudiant à l'étranger. Les Chinois d'outre-mer ont une place spéciale dans ce système et sont activement courtisés par des représentants du PCC.

³⁶ LAURENCE DEFRANOUS, En Chine, le nouveau chemin de croix des religions, Libération, 19/01/2020, https://www.liberation.fr/planete/2020/01/19/en-chine-le-nouveau-chemin-de-croix-des-religions_1773966

³⁷ Philippines, *L'observatoire de la liberté religieuse*, <https://www.liberte-religieuse.org/philippines/>

³⁸ Malaisie, *L'observatoire de la liberté religieuse*, <https://www.liberte-religieuse.org/malaisie/>

³⁹ Vietnam, *L'observatoire de la liberté religieuse*, <https://www.liberte-religieuse.org/vietnam/>

⁴⁰ Thaïlande, *L'observatoire de la liberté religieuse*, <https://www.liberte-religieuse.org/thaïlande/>

⁴¹ VEGARD SKIRBEK ÉRIC CARON MALENFANT STUART BASTEN MARCIN STONAWSKI, Journal for the scientific study of religion, The Religious Composition of the Chinese Diaspora, Focusing on Canada, first published: 05 March 2012, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1468-5906.2012.01618.x>

⁴² ALEX JOSKE, Reorganizing the United Front Work Department: New Structures for a New Era of Diaspora and Religious Affairs Work, The Jamestown Foundation, 9/05/2019, <https://jamestown.org/program/reorganizing-the-united-front-work-department-new-structures-for-a-new-era-of-diaspora-and-religious-affairs-work/>

⁴³ Inside China's vast influence network – how it works, and the extent of its reach in Australia, The conversation, 14/08/2019 et mis à jour le 11/09/2019 <https://theconversation.com/inside-chinas-vast-influence-network-how-it-works-and-the-extent-of-its-reach-in-australia-119174>

L'UFWD est au cœur de la politique de Xin Jinping, ce dernier parle d'ailleurs de UFWD comme de son "arme magique"⁴⁴. Ainsi, les orientations du département sont devenues beaucoup plus axées sur la promotion du parti, comprenant d'une part la consolidation de la direction de Xi et la diffusion de son idéologie (la « Pensée Xi Jinping »), et d'autre part l'objectif plus large d'assurer le rajeunissement national de la Chine et la stabilité sociale ; ce dernier point intégrant le renforcement des revendications de la Chine sur la Mer de Chine méridionale, Hong Kong, Macao et en particulier Taiwan. Le Front Uni a ainsi aidé Pékin à exercer une influence⁴⁵ sur les politiciens locaux, les syndicats et les groupes d'entreprises de Hong Kong et Macao. Les troubles de 2019 à Hong Kong ont montré que cette approche a peut-être perdu une partie de son efficacité.

Néanmoins, l'action du *United Front Work Department* se renforce auprès de la diaspora de certains pays y compris occidentaux.

- Un outil de diffusion du discours officiel chinois auprès de la diaspora

Afin de revendiquer sa légitimité populaire et la représentation de tous les Chinois à travers le monde, l'UFWD cible des membres influents de groupes sociaux et d'organisations professionnelles afin de les consulter sur des projets de loi lors de « conférences consultatives », à la condition qu'ils soient inféodés au parti. A ce titre, le département n'hésite d'ailleurs pas à tenter de prendre le contrôle d'associations et d'organisations locales, par exemple au sein de minorités ethniques ou de communautés de la diaspora afin de les assimiler et éviter des contestations. Les 'sujets qui fâchent' et les questions sensibles sont ainsi éludés.

- Le UFWD comme architecte des opérations de soft-power

Leur action va même jusqu'à harceler certains dissidents⁴⁶ jusque sur les campus des universités occidentales. UFWD agit dans l'ensemble des pays du monde et procède à la diffusion systématique du discours officiel chinois. Cela a notamment été le cas lors de récentes polémiques concernant la responsabilité de la Chine au sujet de la pandémie de Covid-19⁴⁷ qui a fait grand bruit au Canada⁴⁸ et les camps d'internement⁴⁹ de la minorité musulmane ouïghour.

Sur les directives d'une fédération rattachée à l'UFWD, du matériel médical a été collecté au début de la pandémie auprès du monde entier et de la diaspora chinoise pour les envoyer en Chine. Puis après que le virus se soit répandu globalement, des groupes de l'UFWD ont collaboré avec le PCC pour cette fois organiser un pont aérien de matériel médical partant vers de nombreux pays dans le monde et promouvoir ainsi les récits du Parti sur la pandémie.

⁴⁴ ALAN BOYD, Australia exposes China's many hidden hands, Asia times, 16/06/2020,

<https://asiatimes.com/2020/06/australia-exposes-chinas-many-hidden-hands/>

⁴⁵ GERRY GROOT, Inside China's vast influence network – how it works, and the extent of its reach in Australia,

The conversation, 14/08/2019 et mis à jour le 11/09/2019, <https://theconversation.com/inside-chinas-vast-influence-network-how-it-works-and-the-extent-of-its-reach-in-australia-119174>

⁴⁶ JIMMY QUINN, The Republican Study Committee Proposes Measures to Fight CCP Influence, National Review, 11/06/2020, <https://www.nationalreview.com/corner/the-republican-study-committee-proposes-measures-to-fight-ccp-influence/>

⁴⁷ ALEX JOSKE, The party speaks for you: Foreign interference and the Chinese Communist Party's united front system, The strategist, 9/06/2020,

<https://www.aspistrategist.org.au/the-party-speaks-for-you-foreign-interference-and-the-chinese-communist-partys-united-front-system/>

⁴⁸ Des groupes du Front uni au Canada ont aidé Beijing à stocker des fournitures de sécurité pour les coronavirus – National, FR24 News, 30/04/2020

<https://www.fr24news.com/fr/a/2020/04/des-groupes-du-front-uni-au-canada-ont-aide-beijing-a-stocker-des-fournitures-de-securite-pour-les-coronavirus-national.html>

⁴⁹ China Uighurs: Beijing denies detaining one million, BBC, 13/08/2018,

<https://www.bbc.com/news/world-asia-china-45173573>

Lorsque la Chine a été accusée de détenir 1 million de musulmans ouïghours, c'est le directeur adjoint du *United Front Work Department* du Comité central du Parti communiste chinois qui a réfuté⁵⁰ l'usage de camps d'internement, démontrant le rôle important que joue le département.

2) Des opérations d'influence aux résultats mitigés

Les membres de la diaspora que le Parti considère comme loyaux sont parfois utilisés comme intermédiaires pour influencer la politique d'un pays hôte en faveur des intérêts nationaux de la Chine. La révélation concernant la députée libérale Gladys Liu⁵¹, première femme sino-australienne à remporter un siège à la chambre basse australienne, a fortement dégradé⁵² les relations diplomatiques mais également économiques entre la Chine et l'Australie. Accusée d'avoir eu des liens avec la *World Trade United Foundation*, un organisme dont les membres du bureau sont étroitement liés aux politiciens pro-Pékin à Hong Kong, la portée et l'influence du parti auprès de la diaspora chinoise sont devenues beaucoup plus évidentes.

Selon elle, ses affiliations passées étaient innocentes et certaines associations chinoises l'ont nommée à des postes honorifiques sans son autorisation. Cette révélation fait suite à la démission de l'ancien sénateur Sam Dastyari⁵³ pour ses contacts avec le donateur politique chinois Huang Xiangmo en 2017.

En conséquence, l'adoption d'une nouvelle loi sur l'ingérence étrangère⁵⁴ a été faite en 2018 en Australie afin de limiter la préoccupation croissante concernant l'influence chinoise. Pékin a de son côté engagé des mesures de rétorsion⁵⁵ en bloquant en Chine le site de la chaîne publique australienne ABC sous prétexte qu'il aurait outrepassé « des règles locales » allant à l'encontre de « la diffusion de bonnes informations aux internautes chinois ».

S'agissait-il d'une implication volontaire de la part de ces membres de la diaspora chinoise ou de manipulation teintée de naïveté ?

En Asie du Sud-Est, certains pays, comme la Malaisie où la diaspora chinoise constitue une partie substantielle de la population, n'hésitent pas également à critiquer les ambassadeurs chinois pour s'ingérer dans les affaires internes par leurs déclarations en soutien à la communauté chinoise. Là-bas aussi, les membres de la diaspora peuvent être menacés ou même enlevés si le Parti les perçoit comme ses opposants. Des cas d'enlèvement et d'extradition au Cambodge, à Taiwan, mais aussi au Kenya, en Suède ou en Espagne ont été mis à jour exposant une nouvelle forme d'acte extraterritorial⁵⁶ ciblant la diaspora et exécutée en violation du droit international.

La Chine ne ménage pas ses efforts afin de faire évoluer son image auprès de la diaspora chinoise présente chez ses voisins d'Asie du Sud-Est. La question de l'internement de prisonnier Ouïghours dans la région du Xinjiang fait notamment l'objet d'une guerre de l'information au sein des pays musulmans de la région, la

⁵⁰ China Uighurs: Beijing denies detaining one million, BBC, 13/08/2018,

<https://www.bbc.com/news/world-asia-china-45173573>

⁵¹ Gladys Liu: The row over a trailblazing Chinese-Australian MP, BBC, 16/09/2019,

<https://www.bbc.com/news/world-australia-49712187>

⁵² LILAS-APOLLONIA FOURNIER, Fin de la lune de miel entre l'Australie et la Chine, La Croix, le 06/01/2019,

Modifié le 06/01/2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Fin-lune-miel-entre-lAustralie-Chine-2019-01-06-1200993447>

⁵³ AMY REMEIKIS, Sam Dastyari quits as Labor senator over China connections, The guardian, 11/12/2017, mis à jour le 12/02/2019,

<https://www.theguardian.com/australia-news/2017/dec/12/sam-dastyari-quits-labor-senator-china-connections>

⁵⁴ EVELYN DOUEK, What's in Australia's New Laws on Foreign Interference in Domestic Politics, Lawfare,

11/07/2018, <https://www.lawfareblog.com/whats-australias-new-laws-foreign-interference-domestic-politics>

⁵⁵ LILAS-APOLLONIA FOURNIER, Fin de la lune de miel entre l'Australie et la Chine, La Croix, le 06/01/2019,

Modifié le 06/01/2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Fin-lune-miel-entre-lAustralie-Chine-2019-01-06-1200993447>

⁵⁶ OSCAR ALMEN, The Chinese Communist Party and the Diaspora— Beijing's extraterritorial authoritarian rule, FOI, March 2020, 65 pages

Malaisie et l'Indonésie en tête. L'ambassadeur de Chine en Malaisie s'est par exemple fendu d'un édito en décembre 2019 dans l'un des principaux quotidiens du pays ("The Star") titré "*La vérité à propos du Xinjiang*⁵⁷ dont les médias occidentaux ne vous parleront pas". Quelques semaines plus tard, la Chine invitait⁵⁸ même les malaisiens, et en particulier les musulmans à venir dans le Xinjiang afin de se rendre compte des "fake news" qui circulent à ce sujet.

Malgré ces efforts, la diaspora chinoise en Malaisie et Indonésie s'est montrée assez peu réceptive à cette narration. Cela s'explique notamment par le fait que cette diaspora ancienne est beaucoup plus assimilée dans la population que l'émigration récente qui s'est notamment dirigée vers les pays occidentaux. Enfin, certains membres de cette diaspora ont quitté la Chine en dissidence politique et ont forcément une position de défiance vis-à-vis du discours officiel chinois.

Au-delà de l'influence sur la politique intérieure et extérieure, les actions d'influence engagées par le United Front Work peuvent compromettre la sécurité nationale ainsi que celle des citoyens, bien que d'origine chinoise. Elle engendre aussi un sentiment antichinois envers la diaspora que la pandémie mondiale de COVID-19 a accentué. En voulant courtiser les chinois d'outre-mer, Pékin en arrive à mettre en danger sa diaspora et risquer de générer un ressentiment envers leur pays d'origine.

IV) Une stratégie militaire des pays de l'ASEAN tournée vers les Etats-Unis

La stratégie militaire de la Chine en Mer de Chine Méridionale doit composer avec un obstacle majeur, à savoir la présence massive de l'autre superpuissance, en l'occurrence les Etats-Unis. Ces derniers bénéficient d'un allié de poids avec le Japon ce qui rend tout accès au pacifique très difficile. La seule voie maritime "sous contrôle" est donc le détroit de Malacca accessible via la Mer de Chine Méridionale. Mais là encore, la Chine doit faire face à la puissance de feu américaine du fait des multiples accords de coopération militaire signés entre les Etats-Unis et les pays du Sud-Est Asiatique.

Les pays de l'ASEAN ont poussé la collaboration encore plus loin en lançant, en septembre 2019, des exercices navals conjoints avec l'armée américaine appelés « ASEAN-US Maritime Exercice (AUMX) » en Mer de Chine Méridionale. L'objectif poursuivi par l'ASEAN est d'assurer une certaine liberté de navigation et de survol en Mer de Chine Méridionale ce qu'elle ne peut faire seule mais également de rétablir le rapport de force avec son voisin chinois aux ambitions territoriales fortes.

C'est là une des contradictions majeures des pays du pourtour de la Mer de Chine Méridionale, ils choisissent de se tourner massivement vers la Chine au niveau économique mais lui tourne le dos de manière magistrale d'un point de vue militaire. Cette situation a forcément le don d'exaspérer Pékin qui estime que ses voisins ne pourront pas maintenir cette posture du "en même temps" *ad vitam aeternam*. Les pays de la région ont fait très tôt le pari de se mettre sous la protection des américains afin de se protéger des velléités territoriales de la Chine. Au-delà des exercices militaires, cette protection se matérialise par des accords de coopération militaire permettant aux Etats-Unis d'intervenir dans la région si un des pays venait à voir sa souveraineté remise en cause, notamment par la Chine. En mars 2019, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo⁵⁹, a présenté l'accord de coopération avec les Philippines de manière tout à fait claire :

« La construction d'îles et les activités militaires de la Chine en Mer de Chine méridionale menacent votre souveraineté, votre sécurité et donc vos moyens de subsistance, de même que ceux des États-Unis. Aussi, [...] toute attaque armée contre les forces philippines, ses avions ou ses vaisseaux en Mer de Chine méridionale activera les obligations mutuelles de défense définies par l'article 4 de notre traité de défense mutuelle »

⁵⁷ BAI TIAN, Truths about Xinjiang the Western media won't tell, The Star, 12/12/2019,

<https://www.thestar.com.my/opinion/letters/2019/12/12/truths-about-xinjiang-the-western-media-wont-tell>

⁵⁸ Chinese embassy invites Malaysians to visit Xinjiang to counter 'fake news' on Uighur treatment, 27/12/2019

<https://www.thestar.com.my/news/nation/2019/12/27/chinese-embassy-invites-malaysians-to-visit-xinjiang-to-counter-039fake-news039-on-uighur-treatment>

⁵⁹ Chinese embassy invites Malaysians to visit Xinjiang to counter 'fake news' on Uighur treatment, 27/12/2019,

<https://www.thestar.com.my/news/nation/2019/12/27/chinese-embassy-invites-malaysians-to-visit-xinjiang-to-counter-039fake-news039-on-uighur-treatment>

Même un président perçu comme imprévisible, en l'occurrence le Président Duterte en Thaïlande, et alors qu'il avait décidé en février 2020 d'annuler⁶⁰ un important accord de coopération militaire avec les Etats-Unis, il est finalement revenu sur sa décision en juin 2020 notamment du fait de l'agressivité manifestée par la Chine dans la région pendant la pandémie de Covid-19.

Cette proximité militaire affichée par les pays de l'ASEAN avec les Etats-Unis se double d'un accroissement de la capacité militaire de ses pays membres et en particulier les pays ayant des revendications territoriales en Mer de Chine Méridionale. Ces pays se sont notamment engagés dans une course au renforcement de leur capacité militaire maritime, en s'équipant tout particulièrement de sous-marins dans le but d'accroître leur capacité de déni d'accès.

Cette stratégie du rejet de l'hégémonie de Pékin, profite aux Etats-Unis qui y voient des alliés rêvés pour renforcer la VIIème flotte dans le Pacifique Ouest et créer une grande coalition. Le récent rapprochement du Vietnam avec les Etats-Unis, pourtant l'ennemi juré d'hier, constitue à ce titre un facteur d'inquiétude supplémentaire pour la Chine. Pékin voit en effet d'un mauvais œil la possibilité, même lointaine, de création de bases militaires américaines à quelques centaines de kilomètres de sa frontière.

V) Un interventionnisme marqué de Pékin malgré une posture de non-ingérence

La Chine a, depuis des décennies, opté pour une diplomatie construite en opposition au « Consensus de Washington »⁶¹. Théorisé en 1989 par l'économiste John Williamson, ce projet intègre une série de mesures visant à relancer l'économie de pays endettés et subissant de plein-fouet un ralentissement économique doublé d'une inflation galopante. Ce plan préconise une action coordonnée des principaux bailleurs de fonds mondiaux, la Banque Mondiale et le FMI en tête, afin d'injecter massivement des liquidités dans ces pays mais tout en conditionnant cette aide à la réalisation de mesures qu'on pourrait qualifier d'austérité, à une « moralisation » de la vie publique ainsi qu'à une adhésion sans faille aux principes de libre-échange.

La Chine critique ouvertement cette doctrine qu'elle présente comme étant de l'ingérence visant à façonner les pays « aidés » selon un prisme capitaliste et imposer une certaine vision du monde, notamment en matière d'économie, de libertés individuelles et de conception sociétale. Le pays ne manque d'ailleurs pas de pointer le paternalisme d'une telle démarche et de faire le parallèle avec un néo-colonialisme qui ne dit pas son nom. En la matière la Chine est loin d'être seule, ses critiques raisonnent en effet positivement auprès d'un nombre croissant de pays s'élevant contre les effets pervers de ces mécanismes d'aides conditionnées.

Partant de ce constat, la Chine a très tôt dicté un principe de "non-ingérence" qu'elle aurait souhaité se voir appliquer au cours des deux derniers siècles. Cette politique a été théorisée en 2004 par Joshua Cooper Ramo comme le consensus de Pékin⁶².

→ Une victime désignée des ingérences de tous bords ?

La Chine est un nouvel acteur du monde diplomatique car Pékin n'est arrivée sur la scène internationale que depuis deux cents ans alors que l'histoire de ce pays est vieille de plus de 5 000 ans. Pendant de nombreuses années ce pays à la différence des autres pays européens et aux Etats Unis fut totalement coupé du reste du monde.

L'événement qui poussa la Chine à se tourner vers le libre échange commercial fut la guerre de l'opium⁶³. Les Anglais imposèrent leurs importations d'opium à un Empire du milieu considérablement affaibli par sa

⁶⁰ LAURENT LAGNEAU, Les Philippines décident de mettre fin à un important accord militaire avec les Etats-Unis, Zone militaire, 11/02/2020 <http://www.opex360.com/2020/02/11/les-philippines-decident-de-mettre-fin-a-un-important-accord-militaire-avec-les-etats-unis/>

⁶¹ Consensus de Washington, Géo confluentes, <http://geoconfluentes.ens-lyon.fr/glossaire/consensus-washington>

⁶² « Consensus de Washington » / « consensus de Pékin » : doctrines et enjeux, <https://www.fun-mooc.fr/c4x/ICP/84001S02/asset/S5-5.pdf>

⁶³ OLIVIER BERRUYER, Les guerres de l'opium en Chine, Les Crises, 24/11/2012, <https://www.les-crisis.fr/les-guerres-de-l-opium-1/>

lourde défaite, afin de rééquilibrer la balance commerciale entre les deux pays. Cette première ingérence d'une puissance étrangère au sein du territoire chinois, perpétrée sous l'égide du libre-échange, reste pour le coup dans les mémoires chinoises.

Malgré sa nouvelle position au siège des grandes organisations internationales, Pékin a continué de subir des ingérences de tous bords dans la mise en application de sa politique économique. L'union soviétique tira la première salve suivie par les Etats-Unis et certains pays occidentaux, sous l'alibi des principes de solidarité entre pays partageant le modèle socialiste comme régime au pouvoir. Ainsi, à ce jour les critiques continuent de varier : politique extérieure en République de Chine, conflit ouvert avec le Tibet, position sur les droits de l'homme et de l'environnement sans oublier la dévaluation du Yuan.

La perception des chinois face aux critiques tend à évoluer. Certaines prises de position font notamment évoluer Pékin sur sa stratégie et d'autres ferment le pays. Ainsi la politique menée sur l'affaire de Taiwan n'est aux yeux de Pékin qu'une "querelle entre deux frères ennemis", une continuité de la guerre civile et donc en aucun cas une affaire extraterritoriale. Ainsi toute idée d'interventionnisme de la part d'une puissance étrangère serait perçue comme inacceptable, tandis que les critiques sur la protection de l'environnement sont des instigateurs de l'opinion publique chinoise et par capillarité entraînent une pression sur le gouvernement. Sur cette approche verte, la Chine a compris que c'est une question concernant l'ensemble de la planète et donc tout gouvernement se doit de prendre cette problématique en considération afin d'éviter de subir des pressions de tous bords pouvant entraîner une déstabilisation par l'intérieur. Ainsi hormis cette approche de label "vert"⁶⁴, Pékin n'accepte plus le droit d'ingérence dans ses affaires.

→ Une stratégie chinoise à définir pour une nouvelle optique

La Chine n'est pas prête à suivre ce courant de moralisation cosmopolite de la diplomatie internationale contre son principe de non-ingérence. Cependant ce principe de non-ingérence pose de nombreuses questions au sein de l'opinion publique : où est la limite ? Dans quel but et sous quelle condition ? Ce droit d'ingérence continue de diviser les partisans des deux camps. La stratégie économique et diplomatique de la Chine peut se résumer en trois approches, à savoir :

- La démocratisation des relations internationales
- La construction d'une société internationale harmonieuse
- Un développement pacifique

Lors de la fixation des politiques intérieures en 2005, Hu Jintao a exposé la direction de ses politiques intérieures en misant notamment sur la construction d'un monde harmonieux.

→ La politique extérieure de Pékin : vers une stratégie d'un monde idéal sans ennemi ?

La Chine ne connaît officiellement aucun pays ennemi d'un point de vue diplomatique. La base de sa nouvelle doctrine est justement que tout pays peut et se doit d'être un allié. L'approche pacifique est avancée mais justement à quel prix cette dernière est-elle amenée ? Ne serions-nous pas face à une situation paradoxale ou sur son territoire les distensions sont de plus en plus fortes (Tibet, Xinjiang, ...) ? Sur le théâtre des opérations extérieures, la Chine n'en a plus du tout mené. Ainsi un raccourci possible serait de dire que la Chine n'ayant plus aucun ennemi, n'a pas d'intérêts à défendre. Or la défense de ces intérêts ne peut pas s'opérer dans l'axe de la médiation uniquement. Surtout pour ses intérêts vitaux. La Chine a pris le biais de mener une diplomatie de bonne volonté en totale opposition à celle de la diplomatie de puissance et d'intérêts.

D'autres pays comme le Japon, le Vietnam et l'Inde sont aussi sur sa 'roadmap' chinoise. Ainsi avec son voisin le Japon, la Chine a trouvé un terrain d'entente sur l'approche d'une diplomatie pacifique. Dans l'histoire de ce pays, la conception d'une hégémonie n'a jamais connu le même écho que les démocraties occidentales. Durant son histoire, les empereurs chinois des dynasties au pouvoir qui se sont succédé ont tous cru qu'il suffisait à la Chine d'être plus civilisée que ses voisins pour être considérée comme une

⁶⁴ HÉLÈNE WONG, Environnement: comment la Chine est-elle devenue première de la classe?, Le Temps, 29/05/2017, <https://www.letemps.ch/economie/environnement-chine-est-elle-devenue-premiere-classe>

puissance à part entière. Pendant plus de deux siècles, les Chinois ont perdu cette confiance spirituelle envers le monde, mais surtout en leur propre avenir.

L'image de la Chine avec sa forte croissance économique et son progrès social prend conscience de la part qu'elle doit tenir dans le nouvel échiquier. Ainsi le principe de non-ingérence marque clairement ses limites. Et une question reste ouverte à savoir la Chine se dirigera-t-elle vers une moralisation de sa diplomatie à l'instar des pays occidentaux et ainsi imposer aux autres pays ces propres conditions au risque de contrevenir à son idéologie primaire ?

Dans ces conditions, l'expansion chinoise pourrait progressivement connaître une double évolution : quantitative – il ne s'agit plus pour la Chine de s'affirmer seulement dans son plus proche environnement régional, mais dans l'ensemble de l'Asie de l'Est. Sa stratégie d'influence se fait au niveau global en insistant sur des comportements d'autocensure ou d'autolimitation dans les pays alliés. Mais aussi qualitative : sur le socle de la puissance économique, l'affirmation militaire et diplomatique prendra une part de plus en plus importante. Ainsi cet angle mentionnant l'approche de la politique chinoise pousserait ces derniers à devenir plus interventionnistes en dehors de sa sphère régionale. Sur ce nouvel échiquier, la présence de bâtiments chinois en mer méditerranée et au sein du contingent de la MINUSMA⁶⁵ au Mali ne trompe pas.

Pékin reconnaît désormais ouvertement que sans responsabilité la puissance n'est rien. La Chine est en train d'évoluer et comprend que pour devenir une puissance globale, l'économie ne suffit pas. L'interventionnisme militaire⁶⁶ est notamment de plus en plus prôné surtout dans deux configurations bien distinctes. Tout d'abord une attaque contre des intérêts chinois ou un massacre de Chinois et, d'autre part, pour lutter contre le terrorisme. L'approche de la lutte contre le terrorisme est devenue au fur et à mesure du temps une des cibles de la Chine. Pékin est en effet régulièrement la cible de la propagande de Daesh sur sa politique au sein du Xinjiang. Son modèle de coopération se limite néanmoins uniquement à la fourniture de renseignements et en aucun cas à une intervention sur place avec l'envoi de troupe. Ainsi sur cet aspect, la non-ingérence militaire est avancée ils estiment surtout que la menace peut être appréhendée depuis la Chine. Depuis le retrait des troupes américaines de l'Afghanistan, la position de Pékin tend à évoluer puisque le brasier risque de s'enflammer à tout instant mettant en risque certaines des cibles en Chines.

L'utilisation de drones⁶⁷ armés par Pékin pour frapper les positions des Ouïghours marque une escalade dans l'appréhension de la menace. Ceci montre que sur tous les fronts, Pékin passe d'une stratégie de non-ingérence à une stratégie de plus en plus offensive sur l'ensemble des terrains. Certes sans présence militaire directe avec l'envoi de troupe, le pays ne pèse pas encore sur les théâtres d'opérations directement mais il se montre de plus en plus actif.

⁶⁵ L'ONU décore les casques bleus du continent chinois Gao, MINUSMA, 23/02/2018,

<https://minusma.unmissions.org/l'ONU-décore-les-casques-bleus-du-contingent-chinois-à-gao>

⁶⁶ Troupes chinoises à Shenzhen : vers une intervention militaire à Hong Kong ?, France 24, 15/08/2019

<https://www.france24.com/fr/20190815-chine-troupes-chinoises-shenzhen-hong-kong-manifestations>

⁶⁷ Les drones chinois peuvent être utilisés pour espionner, selon Washington, La Presse, 21/05/2019,

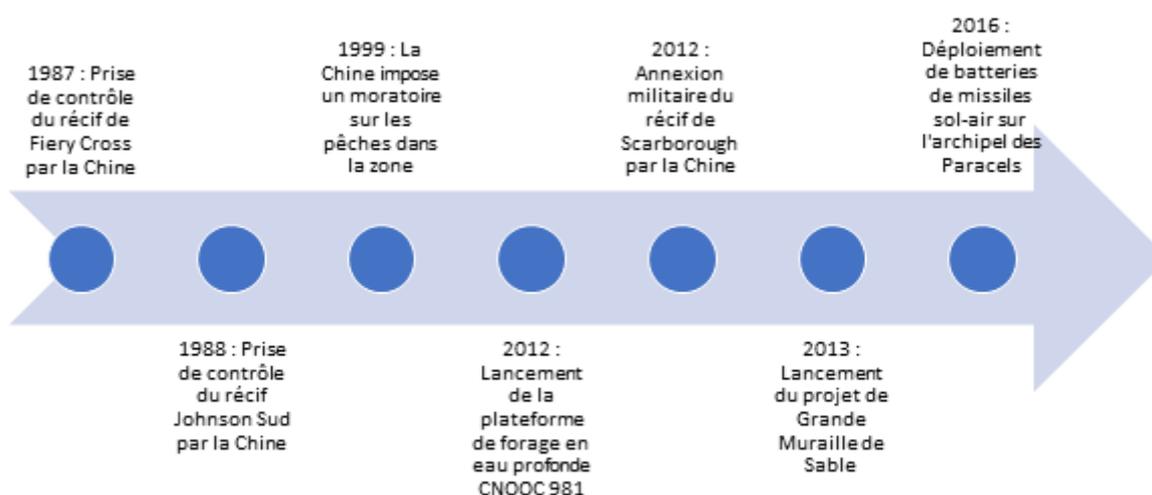
<https://www.lapresse.ca/international/asie-et-oceanie/2019-05-21/les-drones-chinois-peuvent-etre-utilises-pour-espionner-selon-washington>

PARTIE 3

XI JINPING POUSSE CES CONTRADICTIONS À LEUR PAROXYSMES

Les contradictions abordées précédemment entre la Chine et ses voisins de la Mer de Chine doivent s'apprécier dans un contexte politique et militaire en forte évolution depuis l'arrivée successive de Xi Jinping à la tête de la RPC en 2012 et celle de Donald Trump aux Etats-Unis en 2017. Ces deux événements ont remodelé en profondeur la dynamique des forces en présence en Mer de Chine et accentué la pression sur les voisins de la Chine dans la région.

- I) **Un durcissement de la politique économique et militaire de la Chine**
- 1) **Une position de la Chine de plus en plus radicale**



- a) **Une participation très limitée aux tentatives de règlement pilotées au niveau international**

La Chine a adhéré très tôt, dès 1904⁶⁸, à la Cour Pénale d'Arbitrage située à La Haye, institution chargée d'arbitrer les conflits internationaux. Pour autant, lorsque la CPA a été saisie par les Philippines le 22 janvier 2013 afin de statuer sur les ZEE des deux pays dans la région, la Chine répondra dès février 2013 qu'elle ne se soumettrait pas à cet exercice et que les discussions en la matière seront effectuées sur la base de "négociations bilatérales et de consultations amicales".

La Chine a en effet toujours adopté une position très méfiante vis-à-vis des institutions multilatérales qu'elle estime trop souvent aux mains des occidentaux désireux de maintenir un certain ordre mondial. Si sa posture a évolué sur le plan économique en institutionnalisant notamment des échanges avec l'ASEAN et en intégrant même l'OMC en 2001, la question de la Mer de Chine demeure une chasse gardée que Pékin circonscrit à des échanges bilatéraux afin de conserver un rapport de force à son avantage.

Malgré cette décision de la Chine, les Philippines ont tout de même mené la procédure initiée par la CPA à son terme. Le 12 juillet 2016, soit trois ans après avoir été saisie, la CPA publie un verdict documenté de 500 pages⁶⁹ qui sonne comme un camouflet pour la Chine. La CPA démonte en effet un à un les arguments avancés par la Chine :

⁶⁸ Cour permanente d'arbitrage, <https://pca-cpa.org/fr/about/introduction/history/>

⁶⁹ PCA Case N° 2013-19, Permanent Court of Arbitration, 12 July 2016, <https://docs.pca-cpa.org/2016/07/PH-CN-20160712-Award.pdf>

- *“bien que les navigateurs et pêcheurs chinois, ainsi que ceux d’autres États, ont, historiquement, fait usage des îles de la Mer de Chine méridionale, il n’existe aucune preuve que la Chine a, historiquement, exercé un contrôle exclusif sur les eaux et leurs ressources” ;*
- *“aucun des éléments revendiqués par la Chine n’était capable de générer une zone économique exclusive, le Tribunal juge qu’il peut, sans délimiter de frontière, déclarer que certaines zones maritimes sont comprises dans la zone économique exclusive des Philippines” ;*
- *“la Chine a violé les droits souverains des Philippines dans sa zone économique exclusive a) en entravant les activités liées à la pêche et l’exploration pétrolière menées par les Philippines, b) en construisant des îles artificielles et c) en n’empêchant pas les pêcheurs chinois de pêcher dans la zone”.*

La conclusion est sans appel, les principales revendications de Pékin dans la région ne sont pas fondées⁷⁰.

Une décision forte était attendue de longue date par les voisins de la Chine. Pour autant, la puissance économique de la Chine l’a préservé d’une condamnation tout au moins diplomatique par la communauté internationale. Quatre ans après ce verdict, il convient donc de reconnaître que cette dernière a beaucoup plus une force symbolique qu’exécutoire.

b) Une stratégie assumée du « fait accompli »

Face aux revendications de ses voisins, la Chine est loin d’avoir adopté un profil bas. Sa position de contester la légitimité d’intervention d’acteurs internationaux comme la CPA s’est couplée à une politique visant à avancer irrémédiablement ses pions en Mer de Chine et de mettre ses voisins devant le fait accompli.

Cette stratégie entre évidemment en totale contradiction avec la Charte des Nations Unies qui mentionne que *“les Membres de l’Organisation s’abstiennent dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l’emploi de la force soit contre l’intégrité nationale ou l’indépendance politique de tout Etat”*. L’exemple métaphorique le plus représentatif de cette stratégie reste la Grande Muraille de Sable qui à partir de 2014 a vu Pékin se lancer dans la création de terre-pleins sur plusieurs îles de l’archipel des Paracels et la construction de sept îles artificielles sur plusieurs récifs de l’archipel des Spratley.

c) Une Chine auto-proclamée gendarme de la région

La Chine a toujours cherché à asseoir sa domination en Mer de Chine et elle possède aujourd’hui l’ascendant économique et militaire afin de s’autoproclamer gendarme de la zone. La révision en 2017 de la loi maritime chinoise a notamment édicté de nouvelles normes dont notamment la restriction de la liberté de circulation des navires étrangers dans ses eaux territoriales. La Mer de Chine en fait, selon elle, bien évidemment partie intégrante. Cette édicition de nouvelles normes est en totale contradiction avec les règles précédemment fixées et reconnues par la Communauté Internationale et notamment par le biais de la Convention de Montego bay.

Pékin veut se voir confier un nouveau rôle : celui de gendarme. En adoptant la diplomatie du pourtour, la Chine mise sur un multilatéralisme afin de préserver les relations avec ses voisins. Au sein de l’Organisation de coopération de Shanghai, Pékin invite de nombreux observateurs (Mongolie, Inde notamment) et pousse les états à lutter contre le séparatisme et l’extrémisme. Cette diplomatie obéit à un schéma préétabli selon lequel, après une négociation concernant les litiges frontaliers et une reprise des relations commerciales suivies par une collaboration bilatérale, les collaborations sont ensuite échelonnées sur huit niveaux de “partenariat constructif” à “partenariat stratégique”. L’Empire du milieu souhaite arbitrer les décisions qui sont prises dans la région et en aucun cas à en subir les conséquences. La raison de ce changement d’approche réside dans la nécessité d’opérer un renforcement du rôle diplomatique de Pékin. Etant donné que au sein de l’ASEAN, les distorsions persistent entre pays, Pékin souhaite au travers de son

⁷⁰ CAROLINE GALACTEROS, Pêril jaune en Mer de Chine Méridionale ? L’Empire des faits contre celui du droit?, 19 Juillet 2016, <http://galacteros.over-blog.com/2016/07/peril-jaune-en-mer-de-chine-meridionale-l-empire-des-faits-contre-celui-du-droit.html>

axe diplomatique se faire la voix de l'orientation de la région. Cependant ce titre autoproclamé de gendarme de la région n'est pas reconnu par les pays de l'Asie du Sud Est. En effet, ces derniers y voient un biais pour asseoir une hégémonie de la Chine et une emprise sur la politique intérieure des pays.

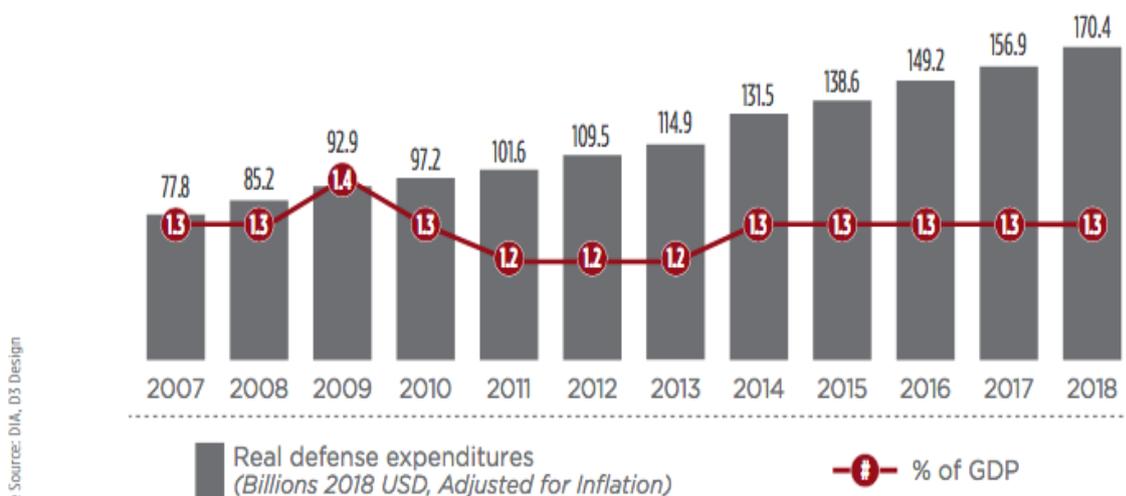
La stratégie de Pékin est claire, imposer sa puissance dans la région en contrôlant l'intégralité du trafic maritime de la zone. Pour Sophie Boisseau du Rocher⁷¹, chercheuse à l'Institut français des relations internationales, Pékin n'a d'autre objectif que « *de transformer cette mer en lac intérieur chinois* ». Cette stratégie est notamment rendue possible par un renforcement sans précédent de sa puissance militaire dans la région.

d) Une présence militaire ultra-renforcée

La Chine a conscience de la puissance militaire navale historique des Etats-Unis dans la région. Afin de contrer cet état de fait, elle a engagé, depuis des décennies, des investissements lourds afin de se doter d'un arsenal militaire puissant.

Graphique : Evolution des dépenses militaires de la Chine

China's Official Defense Spending 2007-2018 (billions of 2018 dollars)



72

Le budget militaire de la Chine est aujourd'hui le deuxième du monde après celui des Etats-Unis et affiche une croissance en ligne avec celle de son économie : un doublement au cours des 10 dernières années. Alors que la Chine a longtemps été moquée pour sa force militaire perçue comme ridicule par rapport à la taille de sa population, jusqu'à être parfois qualifiée de "Dragon de Papier"⁷³, elle fait aujourd'hui l'objet d'une crainte légitime de la part de ses voisins. Au-delà de son armée composée de 3 millions d'hommes,

⁷¹ VALENTIN CEBRON, Pékin blinde à tout-va la mer de Chine méridionale, Libération, 2/09/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/09/02/pekin-blinde-a-tout-va-la-mer-de-chine-meridionale_1748368

⁷² JULIE BOCQUET, Quelle stratégie militaire pour la Chine, 17/01/2019, <https://www.air-cosmos.com/article/quelle-strategie-militaire-pour-la-chine-857>

⁷³Le quotidien du peuple, La Chine serait-elle devenue un dragon de papier, 22/08/2012, <http://french.peopledaily.com.cn/7920345.html>

elle bénéficie de 2 porte-avions⁷⁴ soit plus que des puissances historiques que sont la Russie, le Royaume-Uni et la France et alors qu'un 3ème⁷⁵ est déjà en construction.

La Chine prend évidemment soin d'afficher cette puissance militaire nouvelle en Mer de Chine afin de contester la position longtemps dominante des Etats-Unis dans la région.

La protection des intérêts stratégiques et commerciaux du pays est la mission première de l'armée sur son territoire et dans le reste du monde. Cette démarche ambitieuse de développement simultané des moyens de défense et de l'économie est justifiée à travers un discours officiel qui s'appuie à la fois sur le concept de « développement pacifique »

La pensée stratégique chinoise contemporaine reflète la nature même de l'alliance de la nouveauté et de la tradition. Sa mouvance et son pragmatisme caractérisent ses concepts anciens.

Néanmoins cette montée en puissance de la Chine ne serait-elle pas sa principale faiblesse ? Elle a initié une course à la militarisation à laquelle ses voisins répondent par une augmentation de leurs propres capacités militaires de peur de se retrouver en position de faiblesse et d'avoir du mal à contenir le colosse Chinois.

En date du mois d'avril⁷⁶ de cette année, Pékin fut accusé par la diplomatie américaine de chercher à profiter de la crise liée à l'épidémie de Covid-19 pour continuer sa stratégie du fait accompli à savoir l'annexion délibérée et illégales de territoires en Mer de Chine.

Ce qui donne lieu à des incidents, comme le 2 avril, quand un bateau de pêche vietnamien a été coulé par un navire de la garde côtière chinoise.

Cet incident pourrait être un message adressé au Vietnam en raison de son rapprochement avec les États-Unis, à un moment où, à cause de l'épidémie de Covid-19, l'US Navy éprouve des difficultés⁷⁷ à répondre aux actions chinoises.

2) Des voisins à fleur de peau mais désunis

La Chine accepte d'échanger économiquement avec l'ASEAN mais refuse systématiquement d'aborder les différents territoriaux avec cet organe multilatéral afin de circonscrire les échanges avec chacun de ses voisins individuellement. Par ce biais, la Chine maintient un pouvoir de négociation disproportionné en usant de pressions à la fois économiques et politiques.

Aucun pays de la région ne peut se permettre de se mettre à dos Pékin étant donné le poids économique considérable que le pays représente. Cependant, le fameux front uni pour renforcer une position forte de négociation peine à prendre forme sur les questions de la Mer de Chine. Ces divisions sont bien exploitées par Pékin afin de contrer toute initiative.

La difficulté réside dans le fait que seuls certains pays au sein de l'ASEAN ont des intérêts et revendications en Mer de Chine Méridionale. Ses membres peuvent être divisés en quatre catégories :

- Les « revendicatifs » : Le Vietnam
- Les « passifs » : Thaïlande, Philippines, Malaisie, Brunei
- Les « inquiets » : Singapour, Indonésie
- Les « prochinois » : Laos, Cambodge, Birmanie

⁷⁴ Le Monde avec AFP, La marine chinoise met en service son second porte-avions, 17/12/2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/17/la-marine-chinoise-met-en-service-son-second-porte-avions_6023173_3210.html

⁷⁵ Reuters, La construction du 3è porte-avions chinois serait déjà bien avancée, 07/05/2019, https://www.lepoint.fr/monde/la-construction-du-3e-porte-avions-chinois-serait-deja-bien-avancee-07-05-2019-2311137_24.php

⁷⁶ LAURENT LAGNEAU, Les Etats Unis accusent Pékin de profiter de l'épidémie de Covid-19 pour pousser ses pions en mer de Chine, Zone militaire OPEX 360, 07/04/2020, <http://www.opex360.com/2020/04/07/les-etats-unis-accusent-pek-in-de-profiler-de-lepidemie-de-covid-19-pour-pousser-ses-pions-en-mer-de-chine/>

⁷⁷ LAURENT LAGNEAU, Un groupe aéronaval chinois constitué autour du porte-avions CNS Liaoning de déploie en mer de Chine, Zone militaire OPEX 360, 13/04/2020, <http://www.opex360.com/2020/04/13/un-groupe-aeronaval-chinois-constitue-autour-du-porte-avions-cns-liaoning-se-deploie-en-mer-de-chine/>

L'ensemble des pays visent comme priorité de préserver le pays et la stabilité économique dans cette zone géographique. Le faux calme de ces dernières années ne tient nullement des avancées dans la résolution des contentieux de la Mer de Chine, ni à une attitude plus conciliante de la Chine. Sans pour autant renoncer à leurs prétentions territoriales mais afin d'éviter de monter dans la surenchère, chaque état se tient sur ses gardes.

Les pays constituant l'ASEAN cherchent aussi à développer les partenariats avec des pays tiers afin de chercher une porte de sortie en cas de face à face avec la Chine.

a) Position du plaignant revendicatif : le Vietnam

Pays ayant la position la plus forte vis à vis de Pékin, le Vietnam a adopté une position ferme sur la Mer de Chine. L'accès à la zone maritime représente un enjeu majeur pour ses pêcheurs notamment. La population vietnamienne est répartie à 80% sur son littoral et les eaux de Paracels sont une zone de pêche riche en poissons et donc stratégiques.

Dans l'échiquier des relations internationales, le Vietnam décèle un enjeu en termes de matières premières et de ressources énergétiques. La Chine fait monter la pression avec les compagnies étrangères en leur sommant d'interrompre les activités d'exploration sur les zones maritimes revendiquées par la Chine. Ces derniers jouent sur les contrats en Chine continentale pour asseoir le chantage consenti.

La cohabitation entre les puissances chinoises et vietnamienne ne se résume pas à quelques années mais une coexistence qui s'inscrit dans l'histoire. Soucieux de conserver son indépendance vis à vis de Pékin, il en résulte une relation assez complexe.

Animée par un fort sentiment antichinois, la population vietnamienne garde en mémoire l'installation d'une plateforme pétrolière à 120 miles marins de côtes du pays. La question du droit maritime est toujours en suspens car chacun revendique le lieu du forage.

Ainsi, la question de la mer de l'Est représente un enjeu national important au Vietnam, valorisé comme tel par la classe politique, avec une forte appropriation de la part de la population.

L'approche portant sur la position vietnamienne sur le plan politique est bornée d'ambiguïtés. Proches par leur régime au pouvoir, la dichotomie est marquée par la position du parti communiste vietnamien plutôt accommodant à l'égard de la Chine, et celle du ministère des Affaires étrangères, au contraire très revendicatif. Au total, l'existence d'un canal de communication spécifique entre les partis communistes chinois et vietnamiens permet d'apaiser le traitement des questions relatives à la Mer de Chine du Sud, mais il n'apporte aucune avancée concrète sur le règlement des contentieux.

Sur une approche économique, la Chine est le premier fournisseur du Vietnam avec une part de marché d'environ 28% alors que les Etats-Unis sont le premier client du Vietnam. De nouveaux partenariats vers l'Europe sont visés suite à la signature d'un accord de libre-échange.

Partenaire historique dans le domaine militaire, la Russie a conservé une place privilégiée comme fournisseur de biens et d'équipements.

b) Position du plaignant passif : Les Philippines

A la suite d'une série d'accrochages avec la Chine durant le début d'année 2013, les Philippines ont porté les litiges devant un tribunal en vertu de la convention de Montego Bay. Ces derniers en première instance avaient gagné mais la décision très défavorable à Pékin n'a pas reconnu la validité attisant ainsi le sentiment de défiance.

L'élection du président Rodrigo Duterte en 2016 a marqué un tournant diplomatique majeur, le pays a alors fait le choix de se tourner vers la Chine en vue de viser un partenariat privilégié. Ce rapprochement s'est notamment opéré pour des raisons économiques et qui a eu comme grande conséquence de laisser de côté le Vietnam.

Les Philippines ont tout de même maintenu leur alliance militaire historique avec les Etats Unis datant de la signature en 1951 d'un traité de défense mutuelle. Manille n'a de toute évidence pas abandonné ses revendications en Mer de Chine mais souhaite néanmoins ménager le voisin chinois afin de freiner la militarisation de la région.

Le Président Xi Jinping a effectué en octobre 2018 une visite d'État à Manille donnant lieu à la signature d'une pléthore de contrats commerciaux. Attentif à ses réserves de pêche, les incidents entre les pêcheurs

philippins et les gardes côtes chinois sont fréquents mais plutôt que de viser une solution par la force, une négociation est instituée entre les deux pays.

Le récent rapprochement philippin de la Chine ne masque pourtant pas une tendance divergente entre les dirigeants politiques et la méfiance de l'armée. Signe de cette défiance, les Philippines ont développé un partenariat dans le renforcement de leurs garde-côtes⁷⁸ entraînant Pékin dans l'escalade de la préservation de son territoire maritime.

c) L'électron libre Taïwanais ?

La confrontation entre Taiwan et Pékin remonte à 1949 suite aux revendications portées par le gouvernement de Tchang Kai-Chek. Ainsi Taïwan en raison de sa position géographique revendique l'intégralité des archipels de la Mer de Chine du Sud. Ainsi il occupe effectivement les îles Pratas, situées à 422 kilomètres au sud-ouest de son territoire, ainsi que la plus grande île des Spratleys, Itu Aba, depuis 1956.

Du fait du conflit ouvert et latent l'opposant à la Chine, Taiwan ne prend part à aucune négociation officielle sur la Mer de Chine. Taipei vise une approche pacifique notamment sur l'île Itu Aba en vue de contribuer à la paix dans la région mais aussi à promouvoir une zone de pêche ouverte à tous.

Agissant en rôle de médiateur dans la région en visant la coopération étatique au détriment des approches nationalistes, Taïwan vise à atténuer autant que possible l'emprise de Pékin sur la région.

Sa position politique particulière lui confère une influence plus que limitée dans la résolution des contentieux. Seulement 17 pays reconnaissent cet état dans le monde mais les Etats Unis demeurent leur soutien principal et essentiel, voyant la projection des forces militaires dans cette zone comme un effet d'aubaine.

II) La position ambivalente des Etats-Unis

1) Une implantation militaire historique

Dès le début du XIXème siècle, les Etats Unis⁷⁹ sont une puissance du Pacifique. Durant la période sombre de la seconde guerre mondiale, le Japon se voit grandir en zone pacifique afin d'y installer une hégémonie de sa présence sur toutes les mers et territoires insulaires, à ce stade seule puissance pouvant contenir les intentions américaines. L'ascension économique de la zone économique d'Asie du Sud encourage les Etats-Unis à y accroître leur implantation en vue de maintenir une paix politique et économique. En effet ces derniers n'ont jamais abandonné leurs idées de conquête sans limite. Le volet militaire de ce nouvel équilibre des puissances est notamment soutenu par des dépenses dans le secteur de l'armement en croissance exponentielle depuis les années 2000.

Au moment où l'administration Obama est arrivée au pouvoir, plusieurs modèles de pensée se confrontent à la fois sur la stratégie intérieure mais aussi sur son approche dans le cadre de la projection extérieure. Le Pacifique est un des axes de réflexion et à ce stade trois approches s'offrent à cette nouvelle administration à savoir :

→ Un renforcement de l'hégémonie⁸⁰ américaine accompagné d'actions militaires en prévention ;

→ Renforcement de l'arsenal de dissuasion ;

→ Établissement de nouveaux partenariats et action commune entre pays alliés.

L'administration Obama a pris le parti pris les deux dernières approches pour se démarquer clairement de son prédécesseur Georges W Bush. La stratégie de Bush a non seulement été un échec, et ceci sur plusieurs points à savoir porter atteinte à l'image des Etats-Unis, en favorisant la montée des extrémistes. Ainsi

⁷⁸ VINCENT GROIZELEAU, OCEA livre un patrouilleur de 84 mètres aux garde-côtes philippins, Mer et Marine, 19/12/2019, <https://www.meretmarine.com/fr/content/ocea-livre-un-patrouilleur-de-84-metres-aux-garde-cotes-philippines>

⁷⁹ Reuters- Le Point, Obama : "Les Etats Unis sont une puissance du Pacifique et nous sommes là pour rester, 17/11/2011, https://www.lepoint.fr/monde/obama-les-etats-unis-sont-une-puissance-du-pacifique-et-nous-sommes-la-pour-rester-17-11-2011-1397139_24.php

⁸⁰ GREGORY VANEL, Les nouvelles figures de l'hégémonie américaine, Erudit, 23/06/2008, <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/2007-v38-n4-ei2308/018279ar/>

Obama souhaite établir les intérêts nationaux à savoir la sécurité, la prospérité, les valeurs et l'ordre international. C'est sur ce dernier axe que l'ensemble de la vision de l'administration prend forme. Néanmoins sans aide extérieure à la fois militaire et financière cette approche est limitée. Ainsi les Etats-Unis vont viser une coopération dans les sphères d'influence que sont les BRIC. La vision internationale est clairement affichée par cette nouvelle dimension. Cependant l'expansion excessive de la puissance américaine aura de lourdes conséquences pour les Etats Unis. Cette stratégie soutient avec force la nécessité d'employer tous les instruments de la puissance américaine, pour en dessiner un nouveau visage de l'approche politique de sécurité des États-Unis. D'où l'importance d'une économie intérieure forte pour la sécurité nationale des États-Unis et d'une intégration plus poussée de la sécurité nationale américaine et de la sécurité intérieure. Cette stratégie se base sur la nécessité de mettre en lumière des alliances fortes face aux puissance émergentes.

La position des Etats-Unis doit tenter de résoudre une équation à plusieurs inconnues : comment rester crédible vis à vis des alliés historiques alors que la Chine gonfle ses troupes en ses moyens sur l'ensemble de son territoire sans pour autant éveiller des vellétés de nouvelle Guerre Froide ? La clé du renouveau des Etats-Unis se trouve dans la diversification des partenariats et de sa présence physique en effectif militaire dans cette zone d'Asie du Sud-Est. La posture de défense avancée par Washington sur son soutien indéfectible envers ses alliés historiques d'Asie Pacifique (Corée du Sud, Thaïlande, Philippines). La Corée du Sud abritant sur son territoire près de 28 500 militaires américains.

En raison d'un héritage historique, cette présence souffre néanmoins de plusieurs carences à savoir

- Forte concentration en Asie du Nord Est au détriment des tigres du Sud
- Forte vulnérabilité à la menace balistique
- Coût économique et financier⁸¹ pour le contribuable américain.

Conscient de ses limites actuelles, Washington a opté pour de nouveaux partenariats bilatéraux avec Singapour et le Vietnam avec comme avantage d'influencer l'évolution de la région de manière plus indirecte sans investir une présence physique massive et ni d'y mettre des moyens diplomatiques important.

Suite à l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche l'aspect expansionniste des Etats Unis est remis en cause. *Pendant des décennies [...], nous avons rendu d'autres pays riches alors que l'abondance, la force et la confiance de notre pays ont disparu de l'horizon* ». Le constat est clair et la stratégie ne va pas s'infléchir. Ainsi deux axes peuvent émerger de cette nouvelle prise de position à savoir :

→ les Etats-Unis ne seront plus le soutien indéfectible à l'ONU. La souveraineté des états ne doit pas être mise en difficulté par des intérêts domestiques contraires. Cette approche a aussi été relevée au sein des pays d'Asie du Sud-Est ou les Etats-Unis ont visé une autonomie de ces territoires sur une vision militaire
→ Les Etats-Unis n'hésitent pas à accroître de manière significative le budget de la Défense. Ainsi en 2019 ce dernier va se chiffrer à plus de 700 milliards de dollar, montant le plus important jamais atteint pour un budget. Cependant malgré cet accroissement les États-Unis ne renoncent pas à intervenir dans les affaires mondiales mais entendent remplacer des engagements durables et contraignants par des accords utiles et négociables.

Les Etats-Unis ont toujours eu une place prépondérante sur les théâtres des opérations extérieures passant d'un objectif de "façonner le monde" (Bill Clinton) à un "nouvel ordre mondial" (Georges Bush). Cependant le temps des Etats Unis est bel et bien passé. Certes ces derniers restent une grande puissance mais une puissance en déclin. La Chine puissance industrielle et commerciale, est en train de se muer en une puissance militaire en devenir. Ceci est notamment accompagné par un accroissement massif de son budget de la défense. Cette dernière cumule une puissance technologique et une très forte capacité d'innovation avec comme objectif de devenir le leader dans les cinq prochaines années. L'évolution de la situation internationale est néfaste pour les intérêts américains. Ainsi ces derniers doivent par la force des

⁸¹ NATHALIE GUIBERT, Etats unis: des guerres à 2000 milliards de dollars depuis 2001, Le Monde, 13/07/2017, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/07/13/etats-unis-des-guerres-a-2000-milliards-de-dollars-depuis-2001_5160073_3222.html

choses renoncer aux ambitions hégémoniques coûteuses. De ce fait cette chute de vitesse alimenté au sein de l'administration Trump une rhétorique de la peur axée sur un héliotropisme America First. La défense collective et l'extension d'un régime de maîtrise des armements ne sont plus des piliers d'établissement futurs pour une nation. En dénonçant le traité INF, les Etats Unis ont mis en 2019 le feu aux poudres pour une quête à la course aux armements. La sortie d'instance, d'organisations et des régimes internationaux représentent pour les Etats Unis comme un vecteur caractérisé de perte d'influence. Le désengagement des États-Unis ne signifie pas la fin inéluctable du multilatéralisme qui pourrait continuer à fonctionner sans eux, pourvu que la Chine, la Russie et les Européens y trouvent leur compte. Enfin, il ne faut pas négliger les effets délétères à moyen terme d'un nationalisme étroit pour maintenir le soft power. L'approche avancée par l'administration Trump est clairement celle d'un retrait à tous les niveaux, pas uniquement en terme économique mais aussi sur son idéologie de garantir un ordre international. À l'échelle du « siècle américain », plusieurs orientations suivies par l'administration Trump ne sont pas sans précédents.

Tableau : Revue des forces militaires en Asie du Sud-Est

Pays	Présence militaire américaine
Corée du Sud	38 000 militaires
Philippines	600 militaires dédiés à la lutte contre les groupes locaux terroristes (Abou Sayaf)
Singapour	100 - 200 soldats. Possibilité pour les portes avions américains d'accoster au port.
Thaïlande	Mutualisation des forces au sein de la "Cobra Gold"
Malaisie	Mutualisation des forces au sein des manœuvres "CARAT"
Taïwan	Absence de présence physique mais forte vente de matériels militaires

La pertinence du recentrage sur l'Asie semble toujours soutenue par une majorité de la classe politique européenne. Néanmoins des défis se présentent à l'avenir sur cette zone.

Les Etats-Unis ont concentré une grande partie de leur force au Moyen-Orient et une crise sur cette région impacterait l'équilibre des forces. Ainsi les scénarios susceptibles de nécessiter une opération militaire ne manquent pas sur cette zone et impose donc à rester très vigilant pour éviter une déperdition des troupes financière et humaines.

Un autre défi menace la poursuite du renforcement de la présence américaine en Asie : le réseau de bases et d'installations envisagé sur la zone Asie Pacifique est trop concentré et donc plus vulnérable. Une stratégie de diversification pourrait s'avérer complexe en raison des tensions sociales générées par la présence de forces américaines et surtout par les gouvernements des pays voisins craignant un affrontement direct avec Pékin. Certes les tentatives de provocation chinoises ont poussé les pays de la région vers les Etats-Unis mais Pékin a adopté une attitude plus fine dans ses rapports faisant ainsi douter de la longévité du partenariat avec les Etats-Unis. Cette stratégie possible de volte-face pourrait limiter les accès aux infrastructures des pays pour les Etats-Unis.

A ce titre l'impact du rééquilibrage est tout sauf évident. Le choix américain d'une présence dans la région mais nécessitant un recentrage pourrait être à terme porteur de risques d'escalades.

Au total, la 7e Flotte est la plus importante projetée en dehors des États-Unis : elle dispose de 60 à 70 navires, 300 avions et 40 000 membres du personnel militaire.

2) Une posture offensive qui masque une perte de leadership au profit de la Chine

a) Des opérations militaires à la portée de plus en plus symbolique

La communauté internationale s'inquiète de voir se multiplier les opérations navales appelées "Liberté de navigation"⁸² menées par les Etats-Unis en Mer de Chine. Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, 22 opérations de ce type ont été lancées contre 4 durant toute l'administration Obama. Ces mouvements militaires sont évidemment perçus comme des provocations par Pékin qui en profite pour prendre la communauté internationale à témoin et souligner le rôle de pompier pyromane que jouent les Etats-Unis. Au-delà des postures adoptées de part et d'autre, il est évident que ces opérations ont plus valeur de symbole et que l'administration Trump cherche à compenser un investissement structurel dans la région en diminution constante par une visibilité militaire bien plus importante.

b) Un discours diplomatique offensif mais stérile

Les Etats-Unis ont au cours des dernières années adopté une posture de neutralité en proposant à plusieurs reprises d'intervenir comme arbitre dans le conflit de la Mer de la Chine, sans qu'aucune des parties ne réponde à cette main tendue. Cette apparente indépendance masque en réalité une volonté très claire de contenir la montée en puissance de la Chine, les Etats-Unis ont en effet à cœur de dépeindre une situation où la Chine abuse de sa position de puissance dominante de la région sur des voisins réduits aux rôles de faire-valoir.

Ce storytelling a été implémentée jusqu'au plus haut niveau de commandement de la marine américaine : l'Amiral Harry B. Harris Jr, commandant de la flotte du Pacifique des Etats-Unis, a notamment violemment dénoncé l'expansionnisme manifeste de la Chine :

*« Quand on regarde l'ensemble des **actions provocatrices de la Chine vers les petits États concurrents** - le manque de clarté de son écrasante revendication par cette ligne en neuf traits qui est incompatible avec le droit international et la **profonde asymétrie entre les capacités de la Chine et celles de ses voisins plus petits**. Bien ! Ce n'est pas surprenant que l'ampleur et le rythme de la construction d'îles artificielles soulèvent de sérieuses questions sur les intentions chinoises. »*

L'ancien Secrétaire d'Etat Henry Kissinger va même jusqu'à brandir le risque d'une guerre totale⁸³ entre la Chine et les Etats-Unis : *"Si on laisse le conflit se détériorer, le résultat pourrait s'avérer encore pire que ce qui s'est passé en Europe" au XXe siècle.*

c) Des médias qui soufflent le chaud et le froid

Les médias font partie intégrante de la stratégie d'influence mise en place par les Etats-Unis afin de présenter la Chine comme une menace pour la région et de manière plus générale pour l'équilibre géopolitique international.

Les médias américains diffusent donc régulièrement des images satellites dénonçant les entorses de Pékin au droit international. Cela a notamment été le cas en février 2016 lorsque Fox News⁸⁴ a diffusé des images satellites présentant une installation de missiles sol-air par la Chine sur l'archipel des Paracels.

⁸² AFP, Chine - Etats Unis: le risque d'incident maritime "augmente" selon Pékin, La Presse, 23/06/2020, <https://www.lapresse.ca/international/asie-et-oceanie/2020-06-23/chine-etats-unis-le-risque-d-incident-maritime-augmente-selon-pekini>

⁸³ Capital, Chine - Etats Unis: risque de guerre, selon l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger, 21/11/2019, <https://www.capital.fr/entreprises-marches/chine-etats-unis-risque-de-guerre-selon-lex-secretaire-detat-henry-kissinger-1355814>

⁸⁴ Fox News, Fox exclusive: China deploys missiles on contested island, Youtube, 16/02/2016, https://www.youtube.com/watch?time_continue=3&v=1gYm0CFnLA&feature=emb_title



Lorsque des altercations ont lieu en Mer de Chine, elles font rapidement les titres des médias internationaux car cela conforte notre vision occidentale d'une région perçue comme une poudrière. Nous nous intéressons plus à la symbolique de ces événements plutôt qu'aux incidents eux-mêmes créant une théâtralisation du conflit ce qui est d'ailleurs l'effet recherché par nombre d'acteurs, les Etats-Unis en tête. Cette communication américaine, en apparence très offensive, cache mal une relative impuissance.

PARTIE 4

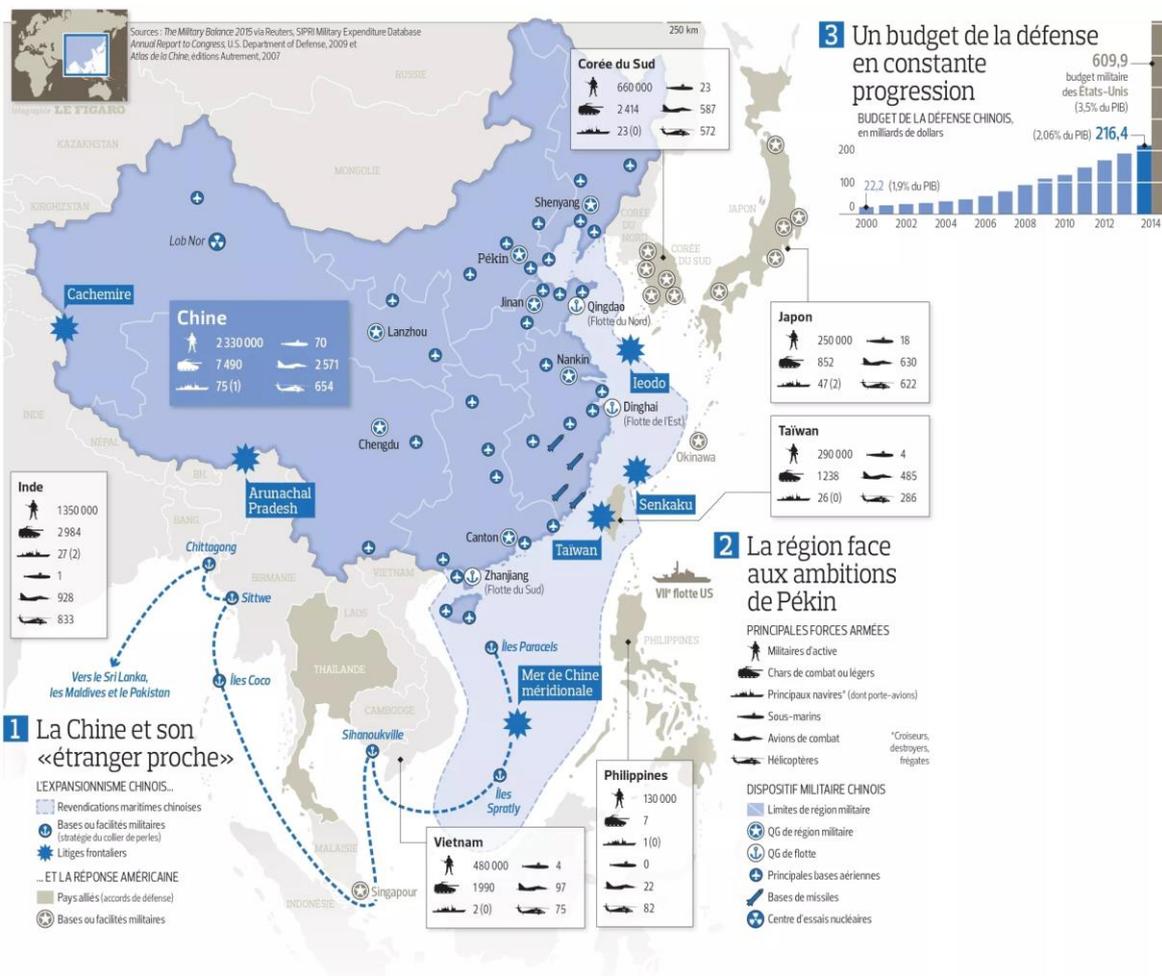
AU-DELÀ DES CONTRADICTIONS, UN RÉALISME ÉCONOMIQUE CULTUREL

Vu d'occident, la situation en Mer de Chine est forcément explosive : la zone est ultra-militarisée, certains acteurs sont nucléarisés, les deux plus grandes puissances de la planète sont impliquées, les revendications territoriales apparaissent irréconciliables...

Si ce cadre devait se tenir en Europe un conflit armé serait effectivement probablement imminent, mais le conflit a lieu en Asie où des pays "ennemis" se côtoient depuis des siècles sans pour autant qu'un conflit armé total les oppose.

La carte ci-dessous réalisée par le Figaro en 2015 est particulièrement révélatrice du biais cognitif guerrier dans lequel nous évoluons. Les données mentionnées sont exactes mais l'analyse est tout à fait partielle car elle n'intègre que le prisme militaire alors que le prisme économique est le juge de paix de la région.

Carte : Forces militaires de la Mer de Chine (2015)



⁸⁵ PATRICK SAINT PAUL, Faut-il avoir peur de l'Armée populaire chinoise ?, Le Figaro, 07/06/2015, <https://www.lefigaro.fr/international/2015/06/07/01003-20150607ARTFIG00134-faut-il-avoir-peur-de-l-armee-populaire-chinoise.php>

I) L'économie en priorité absolue

Les tensions territoriales en Mer de Chine cohabitent, comme nous avons pu le voir, avec des échanges économiques intenses. Cette situation paradoxale pour un esprit occidental n'est pas de nature à choquer une culture asiatique où le compromis est érigé au rang de principe. Là où les occidentaux sont prompts à agiter le spectre de sanctions économiques, les pays d'Asie ont la logique tout à fait inverse, la consolidation des liens économiques est une manière de faire taire les conflits notamment de souveraineté territoriale. Les relations économiques étroites entre la Chine et Taïwan en sont le parfait exemple, avec une hausse de 13,2% des échanges en 2018 pour un montant total de 226,2 milliards de dollars⁸⁶.

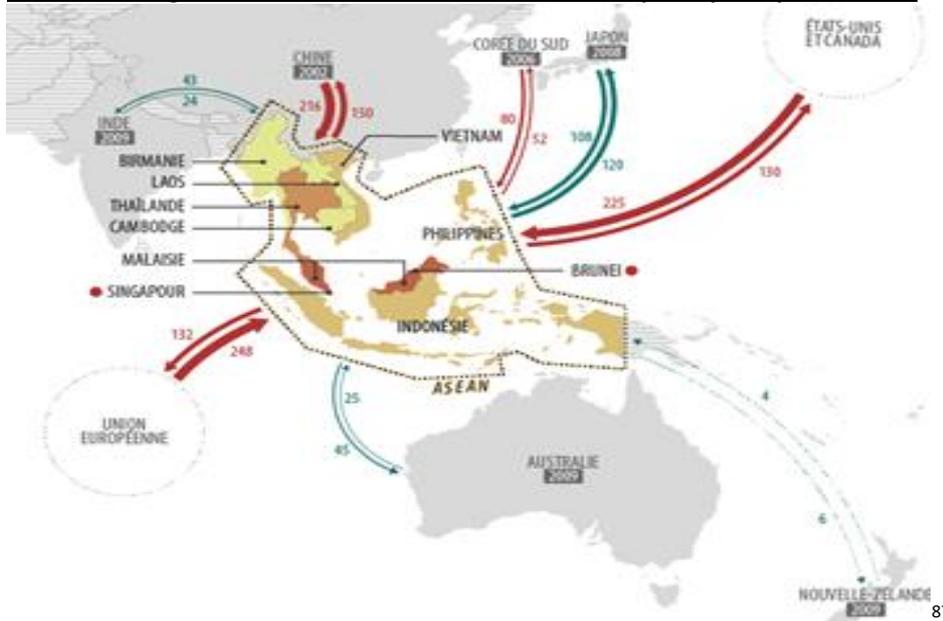
La posture de la diaspora chinoise dans les pays du Sud-Est asiatique est d'ailleurs intéressante à analyser. Là où les opérations d'influence menées notamment par l'UFWD à destination de cette diaspora auraient pu faire craindre un ralliement massif au projet porté par Pékin, il n'en est rien. Les membres de la diaspora chinoise ne sont ni pro-Pékin ni des fervents défenseurs de leur pays d'accueil qui n'a jamais vraiment montré un enthousiasme débordant à leur égard. Leur posture est donc régie par leurs seuls intérêts économiques et patrimoniaux et jouent, à ce titre, un rôle très stabilisateur dans la région.

Peer De Jong, Docteur en Philosophie et spécialiste du sud-est asiatique, confirme :

“Le pragmatisme asiatique fait que les considérations économiques priment toujours, les différents pays arrivent toujours à trouver une voie de négociation. Dans le cas de la diaspora chinoise cette caractéristique est exacerbée car elle ne se retrouve pas dans la vision promue par Pékin et n'a jamais été réellement acceptée”

Pour autant, la condition sine qua non à ce “pragmatisme économique” commun à l'ensemble des acteurs de la région, est le maintien d'une croissance économique soutenue. Si la machine économique venait à s'enrayer, des contradictions majeures referaient alors surface de manière certaine. A ce titre, la guerre commerciale sino-américaine ainsi que les effets dévastateurs de la pandémie de Covid-19 sonnent comme un sérieux avertissement aux pays de la région.

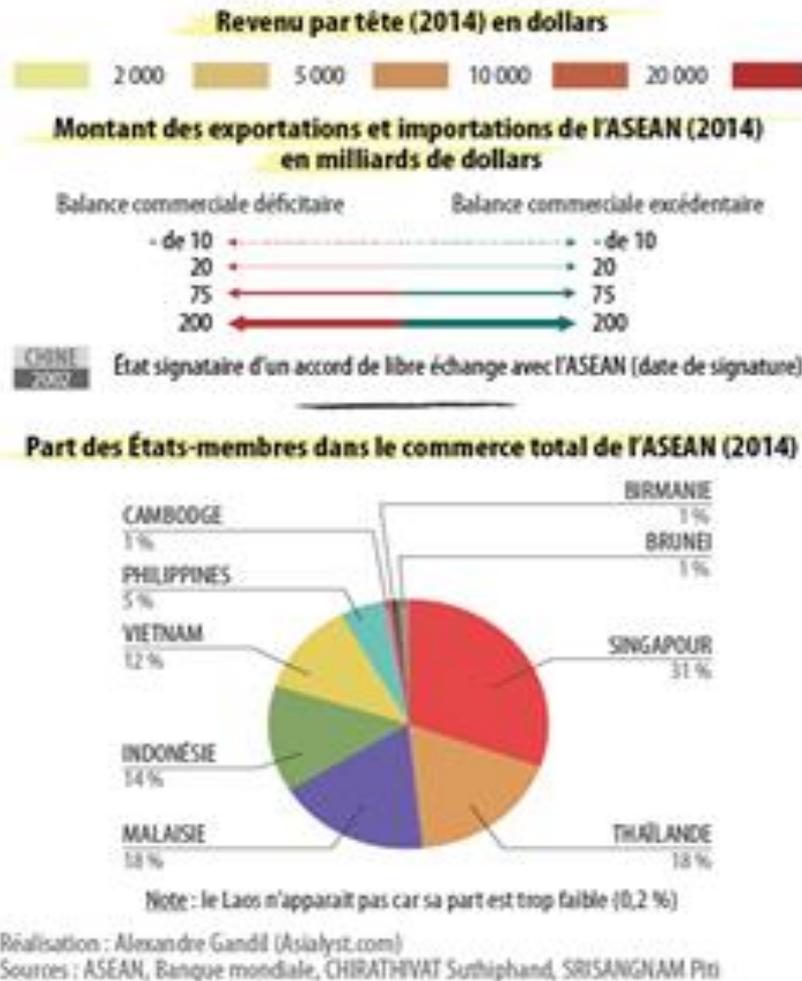
Carte : Échanges commerciaux entre l'ASEAN et ses principaux partenaires



⁸⁶ PHILIPPE BARRET, Echanges commerciaux records entre Taïwan et la Chine continentale, Le nouvel économiste, 24/01/2019, <https://www.lenouveleconomiste.fr/echanges-commerciaux-records-entre-taiwan-et-la-chine-continentale-67421/>

⁸⁷ ALEXANDRE GANDIL, Communauté de l'ASEAN, Quel modèle d'intégration pour l'Asie du Sud-est, Asialyst, 24/12/2015, <https://asialyst.com/fr/2015/12/24/communaute-de-l-asean-quel-modele-d-integration-pour-l-asie-du-sud-est/>

LES ÉCONOMIES DU SUD-EST ASIATIQUE



II) Le “Fight-club” asiatique

1) Un conflit scénarisé par l'ensemble des parties

Chacune des parties prenantes au conflit de la Mer de Chine Méridionale a quelque part un intérêt à ce que la situation soit perçue comme tendue voire explosive. Pour la Chine cela permet d'asseoir son image de grande puissance régionale défendant ce qu'elle considère comme son territoire. Pour ses voisins cela permet de sensibiliser l'opinion internationale sur les enjeux liés à ce conflit. L'ensemble des parties bénéficie également de cette médiatisation en renforçant le sentiment nationaliste de leur propre population.

Cette situation assez paradoxale est à l'origine d'une certaine “théâtralisation” du conflit ce qui contribue grandement à une perception altérée des différents incidents se déroulant en Mer de Chine.

Le tableau ci-dessous reprend les différents incidents qui ont eu lieu en Mer de Chine Méridionale depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012.

⁸⁸ ALEXANDRE GANDIL, Communauté de l'ASEAN, Quel modèle d'intégration pour l'Asie du Sud-est, Asialyst, 24/12/2015, <https://asialyst.com/fr/2015/12/24/communaute-de-l-asean-quel-modele-d-integration-pour-l-asie-du-sud-est/>

Tableau : principaux incidents en Mer de Chine depuis 2012

Date	Évènement
Décembre 2012	Des bateaux de pêche chinois coupent les câbles d'exploration ⁸⁹ pétrolière d'un navire Vietnamien créant des tensions diplomatiques entre le Vietnam et la Chine.
Mai 2014	Le Vietnam menace la Chine ⁹⁰ de saisir les instances internationales afin de défendre l'intégrité de son territoire après l'installation de structures pétrolières ⁹¹ dans ce qu'elle considère comme ses eaux territoriales.
Juin 2016	Accrochage ⁹² entre des garde-côtes chinois et des pêcheurs philippins, ces derniers doivent faire marche arrière du fait de l'usage de canons à eau par les militaires chinois.
Octobre 2016	Des pêcheurs philippins se rendent sur le Récif de Scarborough ⁹³ sans que les chinois ne les en empêchent.
Mai 2017	Un avion de patrouille maritime américain est intercepté ⁹⁴ par deux avions de chasse chinois, il continuera malgré tout sa mission jusqu'à son terme.
Août 2017	Pékin proteste après qu'un navire américain soit passé à proximité d'une de ses îles artificielles située dans les Spratleys. La Chine dénonce alors un acte portant "gravement atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la Chine".
Octobre 2018	Incident ⁹⁵ entre un navire chinois et un destroyer américain. Aucun dégât ni aucune victime à constater.
Avril 2019	Un bâtiment français circulant dans le détroit de Taïwan a été intercepté ⁹⁶ par des navires de guerre chinois. Le bâtiment a pu reprendre son chemin.
Avril 2020	Un bateau de pêche chinois est coulé par la marine chinoise. Les 8 pêcheurs sont capturés puis relâchés ⁹⁷ peu de temps après.
Avril 2020	La Chine annonce créé deux districts insulaires ⁹⁸ dans les îles Paracels. Le Vietnam a dénoncé ⁹⁹ cette violation de son territoire.

⁸⁹ RFI, Nouvelles tensions entre Hanoï et Pékin, 05/12/2012, <http://www.rfi.fr/fr/asia-pacifique/20121205-nouvelles-tensions-entre-hanoi-pek-in-mer-chine>

⁹⁰ Reuters, Mer de Chine: Le Vietnam menace Pékin de poursuites, Radio Canada, 22/05/2014, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/668300/vietnam-chine-conflit-mer-menace-poursuite>

⁹¹ LAURA MOUSSET, Vietnam: le pas de trop de la Chine, TV5 Monde, 16/05/2014, <https://information.tv5monde.com/info/vietnam-le-pas-de-trop-de-la-chine-1818>

⁹² MICHEL DE GRANDI, En mer de Chine du Sud, les tensions restent fortes, Les Echos, 23/06/2016, <https://www.lesechos.fr/2016/06/en-mer-de-chine-du-sud-les-tensions-restent-fortes-229407>

⁹³ AFP, Des philippins ont pu pêcher près d'un récif disputé avec Pékin, LaLibre.be, 30/10/2016, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/des-philippins-ont-pu-pecher-pres-d-un-recif-dispute-avec-pek-in-5815c116cd70958a9d5a141a>

⁹⁴ THOMAS GUIEN, En mer de Chine, nouvel incident entre les avions chinois et américains sur fond de revendication territoriale, LCI, 27/05/2017, <https://www.lci.fr/international/en-mer-de-chine-nouvel-incident-entre-les-avions-chinois-et-americains-sur-fond-de-revendication-territoriale-2053408.html>

⁹⁵ LAURENT LAGNEAU, Incident entre un destroyer américain et un navire chinois en mer de Chine méridionale, OPEX 360, 2/10/2018, <http://www.opex360.com/2018/10/02/incident-entre-un-destroyer-americain-et-un-navire-chinois-en-mer-de-chine-meridionale/>

⁹⁶ AFP, Incident entre les marines françaises et chinoises dans le détroit de Taïwan, Le Point, 25/04/2019, https://www.lepoint.fr/monde/incident-entre-les-marines-francaise-et-chinoise-dans-le-detroit-de-taiwan-25-04-2019-2309510_24.php

⁹⁷ DPA, Chinese ship, Vietnamese fishing boat collide in South China Sea, South China Morning Post, 03/04/2020, <https://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/3078286/chinese-ship-hits-and-sinks-vietnamese-fishing-boat-south>

⁹⁸ PHILIPPE CHAPLEAU, Pékin a créé deux districts insulaires dans les Iles Paracels: le district de Xisha et celui de Nansha, Ouest France, 19/04/2020, <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2020/04/19/pek-in-a-cree-deux-districts-insulaires-xisha-district-et-nan-21078.html>

⁹⁹ VNA, Vietnam strongly protests establishment of so-called Sansha city, Vietnamplus, 19/04/2020, <https://en.vietnamplus.vn/vietnam-strongly-protests-establishment-of-socalled-sansha-city/172004.vnp>

La rhétorique est toujours guerrière, la dramatisation évidente et les postures marquées mais lorsque l'on s'intéresse aux incidents en eux-mêmes, on constate que :

- Alors que la zone est régulièrement présentée comme ultra-militarisée, il est très rare que des coups de feu soient tirés, les bateaux de pêcheurs sont le plus souvent arraisonnés ou invités à faire demi-tour grâce à des canons à eau.
- Le bilan humain de ces différents incidents même s'il est non nul apparaît comme très limité relativement aux incidents se déroulant actuellement dans d'autres régions du monde ainsi qu'en Mer de Chine il y a quelques années. Pour rappel, 70 militaires Vietnamiens ont été tués en 1988 lors d'un accrochage avec l'armée chinoise.
- Les voisins de la Chine menacent régulièrement d'engager des procédures internationales afin de défendre leur territoire. A ce jour, seules les Philippines ont sauté le pas pour un résultat en théorie probant mais n'ayant, dans les faits, en rien bouleversé l'ordre régional.
- Le moindre accrochage fait l'objet de communiqués alarmistes et de condamnations diplomatiques.

2) Une mesure caractéristique de l'Asie

Les pays du pourtour de la Mer de Chine Méridionale possèdent des codes politiques, diplomatiques et militaires partagés par la plupart des pays asiatiques mais qui apparaissent très éloignés de la vision occidentale.

Le récent incident ayant opposé des soldats indiens et chinois à la frontière des deux pays est là aussi particulièrement édifiant. Alors que cet événement se déroule entre les deux pays les plus peuplés de la planète, bénéficiant tous deux de l'arme nucléaire, le combat s'est pourtant déroulé sans tirer un seul coup de feu. Les soldats ont donc combattu à mains nues ou au mieux armés de barres de fer et de couteaux. Nous sommes là dans la plus pure tradition asiatique de règles à respecter dans le cadre d'un conflit entre deux pays.

Pour autant, le retentissement international de cet incident a été phénoménal, certains experts¹⁰⁰ y voyant déjà les signes d'une guerre¹⁰¹ totale entre les deux pays, fantôme entretenu par les chancelleries des deux pays, rapidement montées au créneau pour dénoncer les incursions territoriales adverses.

Pour Ram Divedi, géopoliticien spécialiste de l'Inde, ces incidents doivent être appréciés à leur juste mesure :

"l'anticipation de guerre totale est fantasmée par des Think Tank occidentaux grandement influencés par la mécanique de la guerre froide, ils ne prennent nullement en compte les spécificités de la culture asiatique"

Pour lui, la concomitance de cet incident avec la crise de Covid-19 ne doit rien au hasard :

"l'objectif est de tester le camp d'en face pour tester sa capacité de réaction notamment lorsqu'il est potentiellement affaibli par le Covid-19, on est très loin d'un conflit armé dont personne n'a intérêt"

Les occidentaux ont tendance à projeter sur la Mer de Chine leur image d'une région composée de pays considérés il y a encore quelques décennies comme faisant partie du tiers-monde ce qui biaise totalement notre interprétation des événements. Tous les pays en présence sont responsables et conscients des rapports de force. La Chine ne fait pas exception, même si elle affiche une supériorité économique et militaire évidente, elle doit par ailleurs faire face à ses propres contradictions interne et n'a aucune envie d'ouvrir un front extérieur à l'issue plus qu'incertaine.

¹⁰⁰ MATHIEU DUCHATEL / CHRISTOPHE JAFFRELOT, Confrontation sino-indienne, jusqu'où l'escalade peut-elle aller ?, Institut Montaigne, 18/06/2020, <https://www.institutmontaigne.org/blog/confrontation-sino-indienne-jusquou-lescalade-peut-elle-aller>

¹⁰¹ JEREMY ANDRE, En Inde, on redoute désormais une seconde guerre avec la Chine, Le Point, 28/06/2020, https://www.lepoint.fr/monde/en-inde-on-redoute-desormais-une-deuxieme-guerre-avec-la-chine-28-06-2020-2382061_24.php

CONCLUSION

Notre analyse a mis en lumière le fait que les contradictions entre Pékin et les pays du Sud-Est asiatique ont été façonnées pour partie dès leur origine avec une évolution de la diaspora en opposition avec la vision communiste de Pékin et pour une autre partie au fil de l'évolution économique, culturelle et sociale de ces pays. Ces contradictions s'affichent dans tous les domaines, de la conception des libertés publiques à la stratégie militaire en passant par la posture diplomatique.

Ces contradictions viennent s'ajouter à d'autres, internes aux différents pays de la région : Comment ces pays peuvent-ils continuer à assurer des relations économiques étroites avec une Chine aux visées expansionnistes non dissimulées en Mer de Chine ? Pourquoi accueillir des infrastructures des Nouvelles Routes de la Soie alors même qu'il est évident que les dettes contractées ne sont pas soutenables ?

Avant l'arrivée de Xi Jinping en 2012, ces contradictions marquées existaient déjà, pour autant, cela n'avait que partiellement entamé la stabilité de la région car cet état de fait était perçu comme un moindre mal. Il était alors dans l'intérêt de tous d'accroître les échanges économiques afin de développer la région et réduire drastiquement les inégalités sociales dans les différents pays. Les rivalités militaires et territoriales étaient donc plus ou moins contrôlées afin d'assurer un développement économique gage de stabilité politique.

La stratégie du profil haut adoptée par Xi Jinping a largement entamé la crédibilité de la posture de "développement pacifique" promu jusque-là et a totalement rebattu les cartes dans le monde et en particulier en Asie du Sud-Est. La radicalisation opérée par la Chine au niveau économique, politique et surtout militaire ont accentué de manière importante la pression exercée sur ses voisins.

Concomitamment, la politique de sous-investissement militaire et économique opérée par les Etats-Unis, signal pour certains du renoncement à la prééminence militaire dans la région au profit de Pékin a fini de rendre les contradictions listées plus haut en apparence totalement insoutenables.

A cela s'ajoute une stratégie d'influence très agressive menée par le Parti Communiste Chinois en direction de la diaspora chinoise partout dans le monde par l'intermédiaire d'un United Front Work Department dont l'approche en occident s'avère aujourd'hui extrêmement efficace.

Face à l'ultra-militarisation de la zone, la multiplication des incidents plus ou moins graves et les postures diplomatiques de plus en plus affirmées, il est par conséquent de bon ton de présenter la Mer de Chine comme une poudrière¹⁰² qui peut exploser à tout moment.

Cette analyse repose malheureusement sur une grille de lecture simpliste et relègue au second plan des considérations majeures qui structurent la région depuis des décennies voire des siècles. Tous les acteurs en présence font en effet preuve d'un pragmatisme économique exacerbé leur permettant de maintenir des relations économiques étroites avec des pays qu'ils considèrent pourtant comme ennemis. La diaspora chinoise s'inscrit pleinement dans cette logique et n'est par conséquent que peu sensible aux efforts mobilisés par la Chine afin de lui faire jouer un rôle beaucoup plus actif dans la région. Enfin, l'ensemble des pays impliqués a pleinement conscience des effets destructeurs, notamment économique, d'un éventuel conflit armé dans la région.

Autant la confrontation entre les Etats-Unis et l'URSS pendant la guerre froide avait débouché sur un "équilibre de la terreur" du fait de la nucléarisation des deux puissances, autant l'actuel conflit en Mer de Chine méridionale par son côté multipolaire et ses considérations économiques primant sur tout est à l'origine de ce qu'on pourrait appeler un "équilibre de la croissance".

A l'issue de notre analyse, il nous apparaît clair que le réalisme économique asiatique est suffisamment puissant pour prévenir tout risque d'embrasement dans la région. Il n'est donc pas étonnant que les opérations d'influence menées par la Chine à destination de sa diaspora en Asie du Sud-Est afin de rallier cette dernière à l'idéologie du PCC soient marquées du sceau de l'échec.

¹⁰² Mer de Chine méridionale, Centre pour le dialogue humanitaire, <https://www.hdcentre.org/fr/activities/south-china-sea/>

La posture adoptée par les Etats-Unis, qui consiste à monter les incidents de la Mer de Chine en épingle afin de présenter la Chine comme une force néocoloniale en puissance montre également de sérieuses limites. Cette stratégie présente également l'effet collatéral majeur d'exalter le sentiment patriotique à l'intérieur de la Chine alors qu'une exploitation des contradictions internes à ce pays semble être un levier d'influence bien plus puissant.

En ce sens, la stratégie mise en place par le Japon¹⁰³ qui consiste à concurrencer la Chine dans la région sur un plan économique, notamment en finançant des grands projets d'infrastructures en Asie du Sud-Est, apparaît comme beaucoup plus pertinente.

Malgré la posture adoptée par Pékin ces dernières années et l'érosion de l'influence militaire américaine dans la région, les pays du Sud-Est asiatique sont donc loin d'avoir fait une croix sur leurs revendications territoriales face à l'ogre chinois et cela ne précipitera pas pour autant la région dans l'abîme. Seule l'identification de réserves phénoménales de pétrole dans la région pourrait éventuellement remettre en question cet équilibre.

¹⁰³ AFP, Get more investment from Japan in 2021, beyond, New straits Time, 29/04/2020, <https://www.nst.com.my/opinion/columnists/2020/04/588484/get-more-investment-japan-2021-beyond>